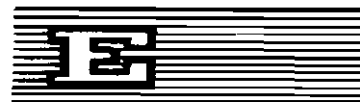




NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



47739

DL. GENERALE

E/CN.14/770
29 mars 1980

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion du Comité
technique préparatoire plénier

Addis-Abéba, 3-8 avril 1980

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quinzième session/sixième réunion
de la Conférence des ministres

Addis-Abéba, 9-12 avril 1980

PROGRAMME D'ACTION EN VUE DU DEVELOPPEMENT DE L'ALIMENTATION
ET DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE (1980-1985)

(Document établi par un Groupe de travail interorganisations
comprenant des représentants de l'OUA, de la CEA,
de la BAD, de la FAO, du Conseil mondial
de l'alimentation et du FIDA)

TABLE DES MATIERES

RESUME ET RECOMMANDATIONS

Paragraphes Page

RESUME ET RECOMMANDATIONS - - - - - 1-34 i

I. INTRODUCTION - - - - - 1-6 1

II. LE DEFI POSE PAR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE EN
AFRIQUE - - - - - 7-23 2

III. LES PERTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES - - - - - 24-45 6

A. Les cultures - - - - - 25-33 6

B. Elevage - - - - - 34-40 9

C. Pêche - - - - - 41-45 10

IV. SECURITE ALIMENTAIRE - - - - - 46-57 11

V. PRODUCTION ALIMENTAIRE - - - - - 58-98 15

A. Cultures vivrières - - - - - 59-75 15

B. Elevage - - - - - 76-87 19

C. Pêche - - - - - 88-95 21

D. Incitations en faveur des agriculteurs - - 96-98 23

VI. PRODUCTION FORESTIERE - - - - - 99-112 24

VII. SERVICES AGRICOLES - - - - - 113-127 27

VIII. RESSOURCES - - - - - 128-142 30

IX. EXECUTION DES MESURES ET SUIVI DE L'EXECUTION - - 143-159 35

A. Exécution des mesures - - - - - 143-153 35

B. Suivi de l'exécution - - - - - 154-159 38

ANNEXES :

I. TYPES DE PROJETS NATIONAUX RELATIFS AUX PERTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES

II. PROGRAMMES NATIONAUX SELECTIONNES DE SECURITE ALIMENTAIRE

III. MISSIONS D'EXAMEN DANS LE CADRE DE LA STRATEGIE

IV. INVESTISSEMENTS NECESSAIRES A L'EXECUTION DES PROGRAMMES PROPOSES QUI
ONT ETE SELECTIONNES

RESUME ET RECOMMANDATIONS

A. La nature du problème

1. Au cours des deux dernières décennies, la situation alimentaire et agricole en Afrique s'est radicalement détériorée. En moyenne, pour chaque personne habitant dans la région, l'accès aux produits alimentaires est actuellement beaucoup plus difficile qu'il y a dix ans, et les normes alimentaires moyennes sont tombées en-deçà des besoins nutritionnels.

2. Face à une croissance rapide de la population et de l'urbanisation, la production alimentaire en Afrique a tendance à être stagnante. D'ailleurs, la production alimentaire moyenne par habitant n'a pas cessé de décliner depuis 1960.

3. Cette tendance alarmante reflète un accroissement insuffisant des terres cultivées et des rendements, et cet accroissement insuffisant lui-même est dû à une diffusion inappropriée des techniques améliorées, aux dégâts causés par les maladies et les insectes nuisibles, au manque d'infrastructures, à l'insuffisance des incitations, au caractère inapproprié de la recherche, à la qualité médiocre des services de vulgarisation et autres, aux sécheresses fréquentes et, plus particulièrement, aux obstacles sociaux et politiques.

4. Non seulement la production alimentaire n'a pas réussi à suivre la croissance démographique et l'urbanisation, mais en outre les pertes de produits alimentaires pendant et après la récolte ont réduit sérieusement la quantité de denrées alimentaires offertes à la population. Les dégâts mécaniques et biologiques entraînent chaque année la perte d'au moins 10 p. 100 de la récolte totale de céréales ainsi que des pertes allant jusqu'à 50 p. 100 en ce qui concerne la récolte de certaines denrées alimentaires périssables. Ces pertes sont dues à une récolte tardive et à des pratiques inappropriées de séchage, de transport, de stockage et de traitement.

5. En ce qui concerne l'élevage, des pertes importantes se produisent au cours de l'acheminement du bétail vers les centres de consommation, au cours de l'abattage et au cours de la manutention de la viande et des autres produits de l'élevage, y compris les petits animaux. Tout cela vient s'ajouter à un taux de mortalité des veaux qui atteint 50 p. 100 dans certains pays. Les pertes dans le domaine de l'élevage et des produits de l'élevage sont dues principalement au manque de soins vétérinaires, au manque d'attention accordée aux pistes pour bétail, aux mauvaises installations d'abattage et à l'utilisation de procédés de traitement peu avancés après l'abattage.

6. Sur le total annuel des prises en Afrique, quelque 500 000 tonnes de poisson sont perdues chaque année à cause des mauvaises conditions de stockage, de manutention et de traitement. Dans les zones marines très peuplées, les prises effectuées par les pays africains représentent encore moins d'un tiers des prises totales. En outre, de grandes quantités de poisson sont rejetées à la mer par les chalutiers.

7. En Afrique, l'approvisionnement en produits alimentaires est non seulement tout à fait insuffisant, mais aussi très incertain. La plupart des pays de la région connaissent souvent de graves pénuries alimentaires, et la famine menace en permanence de nombreuses parties du continent.

8. L'insuffisance de la production alimentaire, conjuguée avec des niveaux élevés de pertes après les récoltes et de graves pénuries périodiques, a entraîné une dépendance vis-à-vis des importations alimentaires qui s'aggrave rapidement. La perte de devises étrangères qui en résulte constitue l'un des principaux obstacles qui freinent le développement des économies africaines.

9. La situation généralement alarmante dans le domaine de l'énergie pourrait entraîner une dépendance accrue vis-à-vis des sources traditionnelles d'énergie, comme le bois à brûler, qui sont déjà soumises à de fortes pressions, ce qui provoquerait ensuite la disparition de la couverture végétale et la dégradation de l'environnement sur des superficies de plus en plus étendues, dont le potentiel de production alimentaire serait ainsi compromis.

10. A la base du problème alimentaire en Afrique se trouve le fait que les gouvernements n'ont généralement pas accordé la priorité nécessaire à l'agriculture dans l'allocation des ressources disponibles, malgré l'importance dominante de ce secteur pour les moyens d'existence des populations de la région. De même, ils n'ont pas accordé une attention suffisante aux politiques visant à promouvoir la productivité agricole. La participation dans le domaine du développement rural est restée dans une large mesure au stade du slogan et, dans une grande partie de la région, il n'y a aucune manifestation d'une amélioration de la pauvreté des populations rurales.

B. Recommandations

11. Afin d'améliorer la situation alimentaire en Afrique, la condition préalable fondamentale est la démonstration d'une forte volonté politique afin d'orienter un volume beaucoup plus important de ressources vers l'agriculture, de mener à bien une réorientation essentielle des systèmes sociaux, de mettre en oeuvre des politiques qui inciteront les petits exploitants à atteindre des niveaux plus élevés de productivité et de mettre en place des mécanismes efficaces pour la formulation des programmes requis et pour leur exécution. Bien que la coopération multinationale doive revêtir des aspects nouveaux, la responsabilité d'une percée dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture incombe au premier chef à chaque gouvernement agissant dans son propre contexte national.

12. Au cours de la période 1980-1985, les objectifs devraient être d'obtenir une amélioration immédiate en ce qui concerne la situation alimentaire et d'établir une base afin de parvenir à l'autosuffisance en ce qui concerne les céréales et les produits de l'élevage et de la pêche. Des mesures prioritaires devraient être prises afin d'obtenir une réduction substantielle des pertes de produits alimentaires, de parvenir à un degré nettement plus élevé de sécurité alimentaire et d'assurer un accroissement important et soutenu de la production alimentaire, surtout en ce qui concerne les céréales tropicales. L'adoption de mesures urgentes est recommandée dans chacun de ces domaines.

Pertes de produits alimentaires

13. L'objectif devrait être de réaliser des progrès substantiels en vue de parvenir à réduire de moitié les pertes après les récoltes.

14. Les mesures recommandées sont notamment les suivantes :

- Une évaluation précise de l'étendue des pertes de produits alimentaires;
- La formulation de politiques nationales visant à réduire les pertes de produits alimentaires;
- L'organisation de campagnes grâce aux moyens de communication de masse afin de diffuser dans le public les méthodes permettant de réduire les pertes de produits alimentaires;
- La construction d'installations appropriées de stockage et autres;
- L'établissement de services techniques centraux;
- La promotion (au moyen de la recherche, de l'amélioration des infrastructures et d'incitations en faveur des agriculteurs et des pêcheurs) de méthodes améliorées de séchage, de conservation, de stockage, de traitement et de lutte contre les insectes nuisibles;
- L'amélioration des parcs d'élevage et des exploitations;
- La formation de personnel technique pour la lutte contre les pertes de produits alimentaires, de préférence grâce à des institutions sous-régionales ou régionales, des séminaires et des stages.

Sécurité alimentaire

15. Dans un premier temps, la plupart des pays africains devraient s'efforcer de constituer au niveau national des réserves alimentaires stratégiques représentant environ 10 p. 100 du total de leur production alimentaire.

16. Des mesures urgentes devraient être prises par chaque pays africain afin d'adopter une politique nationale cohérente en matière de sécurité alimentaire. Les politiques nationales doivent se traduire par des mesures concrètes telles que la construction rapide d'installations de stockage, la constitution de réserves de céréales, l'amélioration de la gestion des stocks de céréales et l'amélioration des systèmes de prévision et d'alerte.

17. Afin de parvenir à l'autonomie collective, il faudra conclure des accords sous-régionaux en matière de sécurité alimentaire analogues à celui qui a déjà été conclu dans la zone sahélienne. En outre, il est recommandé que les pays africains envisagent la possibilité de créer un organisme africain de secours alimentaire afin d'aider les pays membres en cas de grave pénurie alimentaire.

Production alimentaire

a) Cultures vivrières

18. Pour la plupart des pays africains, le principal objectif immédiat devrait être d'obtenir une augmentation très rapide de la production de céréales tropicales (riz, maïs, millet et sorgho) afin de remplacer dans une large mesure le blé et l'orge qu'ils importent actuellement. Par ailleurs, la production de ces deux dernières céréales devrait être encouragée dans les pays qui ont un potentiel pour leur culture.

19. L'adoption de mesures urgentes est recommandée notamment dans les domaines suivants :

- La promotion de pratiques agricoles améliorées, en particulier l'utilisation intensive de combinaisons de facteurs de production améliorés et de mesures de protection des plantes;
- La modification des structures technico-économiques de production afin de fournir aux petits exploitants les incitations nécessaires à un accroissement de la production;
- Une meilleure utilisation de l'eau pour la culture des céréales dans le cadre des projets d'irrigation déjà entrepris, et le lancement de nouveaux projets;
- La conservation des sols et des eaux;
- La lutte contre les inondations et le drainage;
- L'intensification de l'utilisation de meilleurs outils manuels et de meilleurs animaux de trait, et la promotion de l'agriculture mécanisée lorsqu'elle se justifie;
- L'amélioration des infrastructures physiques, y compris la construction de petits ponts, de barrages, de routes d'accès et de desserte, et l'amélioration des services de l'enseignement, de la santé et des autres services sociaux, la plupart de ces projets devant être au stade actuel entrepris, autant que possible, en faisant appel à une participation volontaire fondée sur le principe de l'autosuffisance.

b) Elevage

20. Dans un avenir immédiat, il est recommandé d'accorder un appui plus large aux domaines suivants :

- Formation : établissement de centres de formation sous-régionaux et organisation de stages sur la production zootechnique, le fonctionnement des abattoirs, et le développement de l'élevage de la volaille et des petits animaux;

- Santé des animaux : établissement de services de lutte spécialisés contre la trypanosomiase, amélioration de la productivité des races trypano-tolérantes, et développement intégré des zones libérées de la mouche tsé-tsé; établissement d'un centre de production de vaccins et d'un système régional efficace de quarantaine; création de centres sous-régionaux de recherche sur les maladies transmises par la tique et amélioration des services de laboratoires et des systèmes de surveillance des maladies;
- Pacage contrôlé et aménagement des parcours;
- Mise au point d'aliments pour les animaux; et
- Amélioration des infrastructures.

c) Pêche

21. L'objectif devrait être d'accroître la production annuelle de poisson pêché dans les eaux africaines d'un million de tonnes d'ici à 1985, ce qui permettrait d'augmenter d'un kilogramme le niveau de la consommation annuelle moyenne de poisson par habitant d'ici à 1985.

22. Les mesures recommandées sont les suivantes :

- La création de flottilles industrialisées de pêche côtière (lorsque cela est justifié par les ressources disponibles) et l'augmentation de la productivité de la pêche artisanale;
- L'expansion de l'aquaculture;
- L'amélioration des communications entre les points de débarquement et les marchés, en particulier grâce à la construction de routes peu coûteuses desservant les communautés de pêcheurs;
- La réalisation d'investissements en faveur des installations à terre, en particulier les installations de stockage;
- L'expansion des échanges interrégionaux des produits de la pêche;
- L'encouragement de la coopération sous-régionale afin d'évaluer le potentiel de ressources pour la pêche, surtout en ce qui concerne les stocks de poisson communs à plusieurs pays ainsi que les ressources des lacs et des bassins hydrographiques internationaux;
- La formulation de projets communs en vue de l'exploitation rationnelle et de la gestion des stocks de poisson à l'échelon sous-régional;
- L'examen et, si nécessaire, la renégociation des accords de pêche en vigueur.

d) Politique des revenus et des prix

23. Il est fortement recommandé que les gouvernements entreprennent la formulation et la mise en application de politiques efficaces et cohérentes afin d'assurer que les prix des dotations agricoles et des produits agricoles fournissent des incitations suffisantes pour les agriculteurs, et en particulier les petits exploitants, augmentent leur production alimentaire, tout en préservant les intérêts des consommateurs les plus pauvres. De même, les différentes activités inscrites dans le programme d'action recommandé devraient être conçues et exécutées de manière à obtenir une incidence bénéfique de la répartition des revenus sur les populations les plus démunies des zones rurales.

Production forestière

24. L'objectif devrait être d'intégrer plus étroitement la production forestière et l'agriculture afin d'assurer un approvisionnement adéquat en bois à brûler et d'accroître la contribution des ressources forestières dans le processus d'industrialisation.

25. Les mesures les plus urgentes qu'il convient d'adopter pour le développement de la production forestière en Afrique sont les suivantes :

- L'élaboration d'inventaires des ressources forestières nationales;
- L'intensification des programmes visant à intégrer les terrains boisés et les arbres dans les plans d'utilisation des sols et les pratiques agricoles aux niveaux des villages et des exploitations;
- Une expansion de 10 p. 100 par an jusqu'en 1985 des zones faisant l'objet de programmes de régénération des forêts, en accordant une attention particulière aux terrains boisés communautaires et à l'agro-sylviculture;
- Une expansion des réserves forestières de l'ordre de 10 p. 100 au cours des cinq prochaines années;
- Une interdiction progressive des exportations de grumes brutes en vue de les réduire de 50 p. 100 par rapport à leur niveau actuel d'ici à 1985;
- L'élaboration et le lancement d'un plan régional en vue du développement et de l'harmonisation des industries forestières;
- Le renforcement des organes régionaux existants qui s'occupent de la production forestière;
- L'expansion de la formation de spécialistes et de techniciens de la sylviculture ainsi que de gardes-forestiers aux niveaux national et régional;
- L'expansion et la coordination entre les pays des programmes de recherche appliquée.

Services agricoles

26. Il faudrait créer des institutions disposant de moyens solides pour la planification et le contrôle du développement rural, le rassemblement des données, la fourniture de crédit et de dotations agricoles, l'amélioration des transports, la commercialisation, le développement des agro-industries, le stockage et le traitement.

27. Les efforts de formation devraient porter essentiellement sur les agents de vulgarisation qui devraient, à leur tour, concentrer leurs efforts sur la jeunesse rurale. Les institutions de vulgarisation, et en particulier les centres de formation d'agriculteurs, doivent être renforcés.

28. Les systèmes nationaux de recherche devraient également être renforcés ainsi que les programmes multinationaux de coopération dans le domaine de la recherche. Les activités de recherche agricole devraient être orientées vers la réalisation des objectifs d'autosuffisance alimentaire, et les liaisons entre la recherche et la vulgarisation devraient être plus efficaces.

Ressources

29. Le total des investissements requis au cours de la période 1980-1985 pour l'exécution des programmes proposés s'élève à environ 21 milliards 400 millions de dollars des Etats-Unis, aux prix de 1979. En outre, les dépenses consacrées aux dotations agricoles augmenteront d'environ 560 millions de dollars des Etats-Unis au cours de la même période.

30. Il serait souhaitable d'avoir pour objectif un financement d'au moins 50 p. 100 des investissements nécessaires au moyen des ressources intérieures.

Mise en application et contrôle

31. Dans un premier temps, les gouvernements devraient déterminer la manière dont les recommandations susmentionnées devraient être appliquées dans le contexte spécifique de leurs pays respectifs. Afin de mener à bien ces deux tâches, les gouvernements peuvent faire appel aux services des missions inter-organisations d'examen dans le cadre de la stratégie, qui devraient être organisées à cette fin.

32. Il conviendrait d'accorder une haute priorité au renforcement des capacités nationales en vue de l'identification, de l'élaboration, de l'exécution, du contrôle et de l'évaluation des projets de développement agricole. La FAO, avec la collaboration de la CEA et des autres organismes compétents, devrait étendre ses programmes de formation dans ce domaine. Il faudrait également organiser des séminaires et des stages régionaux et sous-régionaux.

33. Les pays africains devraient élargir leur coopération économique et technique dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture grâce à l'accroissement des échanges commerciaux, à des échanges de main-d'oeuvre et de technologie, et à des programmes communs de développement aux niveaux sous-régional et régional.

34. Les gouvernements devraient se fixer des objectifs annuels dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture et créer des mécanismes effectifs aux niveaux national et régional afin de contrôler les progrès effectués en vue de la réalisation de ces objectifs. Au niveau régional, ce contrôle pourrait constituer une opération interorganisations faisant intervenir l'OUA, la CEA, la FAO et le Conseil mondial de l'alimentation.

I. INTRODUCTION

1. Un Groupe de travail interorganisations comprenant des représentants de l'OUA, de la CEA, de la BAD, du FIDA, du Conseil mondial de l'alimentation et de la FAO s'est réuni en février 1980 à Addis-Abéba et à Rome afin de définir le cadre général d'un Programme d'action en vue du développement de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique au cours de la première moitié des années 80, qui sera soumis au Sommet économique des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, qui se tiendra à Lagos en 1980. Le présent document, qui constitue le rapport du Groupe de travail, expose les principaux éléments du Programme d'action.

2. Le fait que le rapport porte principalement sur l'autosuffisance et la sécurité alimentaires ne vise pas à sous-estimer l'importance des produits de base non alimentaires ni celle des autres problèmes critiques que doit affronter l'agriculture africaine, mais plutôt à concentrer l'attention sur les problèmes qui affectent de la manière la plus immédiate le bien-être des peuples du continent.

3. Dans le présent document, on s'efforce de mettre en évidence d'une manière réaliste les problèmes alimentaires dans l'ensemble de la région africaine et l'on présente des recommandations sur certains des grands programmes d'action qui sont réalisables aux niveaux national, sous-régional et régional et qui constituent ensemble une combinaison minimale permettant, au cours de la période 1980-1985, de faire cesser et, si possible, de renverser les tendances alarmantes qui sont apparues dans les années 60 et 70.

4. En outre, on s'efforce dans le document d'évaluer les ressources requises ainsi que de proposer des moyens pour la mise en oeuvre et le contrôle des activités et des programmes recommandés grâce aux efforts concertés et coordonnés des gouvernements africains, des organisations intergouvernementales existant en Afrique ainsi que des organismes des Nations Unies et des organismes bilatéraux, qui devront être déployés afin d'obtenir le maximum d'efficacité lors de la mise en oeuvre de ces programmes.

5. En raison de la pénurie et du manque de fiabilité des données statistiques sur les pays africains, seuls des ordres de grandeur ont pu être examinés. Toutefois, ces derniers donnent nettement une idée de l'énormité de la tâche à accomplir.

6. La situation et les problèmes alimentaires varient d'un pays africain à l'autre. Par conséquent, le cadre fourni dans le présent document en vue d'améliorer le niveau d'autosuffisance alimentaire en Afrique ne peut être qu'un cadre indicatif à partir duquel les Gouvernements nationaux devraient élaborer et mettre en oeuvre des politiques et des programmes qui soient spécifiques à leur pays.

II LE DEFI POSE PAR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE EN AFRIQUE

7. Les Etats africains se trouvent dans une situation grave en ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture et leur survie même s'en trouve menacée dans un environnement que la nature a doté généreusement à bien des égards. Les efforts déployés en vue de parvenir à la stabilité prochaine sur les plans social et politique, à l'indépendance économique si recherchée et au développement économique complet de l'Afrique seraient malheureusement réduits à néant, si l'on ne prend pas d'urgence des mesures afin d'améliorer la situation alimentaire et agricole du continent.

8. Pour la majorité des populations africaines, l'agriculture fournit directement les moyens d'existence; elle est le pilier des économies africaines; et c'est surtout grâce à elle que le continent participe aux activités économiques mondiales. La quasi-totalité du développement passé de l'Afrique a trouvé son origine dans l'agriculture. Mais, au cours de la dernière décennie, on a noté un ralentissement angoissant de l'augmentation de la production agricole en Afrique, qui s'est répercuté de manière saisissante sur la production de denrées alimentaires.

9. Au cours des années 70, l'agriculture africaine n'a pas réussi, et il s'en faut, à produire des denrées alimentaires en quantités suffisantes pour la population de la région. Alors que la population augmentait à un taux annuel avoisinant 3 p. 100 et que l'urbanisation avançait à grands pas, la production alimentaire ne progressait que petit à petit. Le taux annuel négatif d'augmentation de la production alimentaire moyenne qui était de -0,7 p. 100 par habitant au cours des années 60 est passé à -1,1 p. 100 au cours des années 70.

10. Cette baisse est due à l'expansion insuffisante des terres cultivées et aux rendements toujours faibles. Ces derniers sont eux-mêmes la conséquence d'une mauvaise diffusion des techniques adaptées et améliorées, des dégâts occasionnés par les maladies et les animaux nuisibles, du manque d'infrastructure, des recherches insuffisantes et inappropriées, de la qualité médiocre de la vulgarisation et des autres services, des sécheresses fréquentes et, bien plus encore, des obstacles sociaux et politiques qui freinent l'apport de ressources vers l'agriculture et se dressent à l'encontre d'une productivité accrue dans ce secteur. On a fait bien peu de choses pour améliorer la condition socio-économique des habitants des zones rurales qui constituent de 80 à 90 p. 100 de la population du continent africain. En général, ils vivent grâce à des exploitations trop petites pour être rentables ou comme travailleurs agricoles sans terre. L'habitant des zones rurales n'est citoyen que de nom, car on le néglige et on l'oublie souvent, en particulier lors du partage des recettes nationales dont il est en général le premier et le plus sûr contribuant.

11. L'approvisionnement alimentaire en Afrique n'a pas souffert uniquement du ralentissement de la production de denrées alimentaires. Il est triste de constater qu'une bonne partie du peu qui est produit ne parvient jamais jusqu'aux consommateurs. En effet, dans de nombreuses parties de la région, plus d'un tiers de la récolte potentielle de certaines cultures vivrières est endommagé avant la récolte, pendant la récolte même ou au cours des opérations

suyvantes précédant la consommation finale. Ce genre de perte est particulièrement impressionnant en ce qui concerne les céréales et les légumes, mais les pertes sont également considérables pour ce qui est d'autres cultures vivrières et dans les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche.

12. Les conséquences de tous ces événements ont été sombres. Chaque année, de plus en plus de gens souffrent de la faim, de la malnutrition et de la famine. Aujourd'hui, en Afrique, chaque personne a en moyenne 10 p. 100 de denrées alimentaires de moins que dix ans auparavant. Le nombre de calories par personne est tombé en deçà des besoins.

13. Le tableau I ci-dessous indique la dégradation enregistrée en matière d'autosuffisance alimentaire.

Tableau I. : Degrés d'autosuffisance pour les denrées alimentaires de base^{a/}

Sous-régions	1962-1964		1972-1974	
	Déficits (en milliers de tm)	CAS ^{b/} (pourcentage)	Déficits (en milliers de tm)	CAS ^{b/} (pourcentage)
Afrique du Nord	-1 146	94	-5 798	78
Sahel	-79	99	-1 000	83
Afrique de l'Ouest	-12	100	-1 921	94
Afrique centrale	-54	99	-506	94
Afrique de l'Est et Afrique centrale	-269	99	-597	98
Ensemble de l'Afrique	-1 560	98	-9 822	90

Source : Plan alimentaire régional de la FAO pour l'Afrique.

a/ C'est-à-dire les céréales, les racines et tubéreuses, les légumineuses, la viande et le poisson, tous exprimés en équivalent-blé calculé sur la base du nombre de calories.

b/ CAS = Coefficient d'autosuffisance, qui représente le total de l'offre intérieure exprimée en pourcentage du total de la consommation ou de la demande intérieure.

14. Parallèlement à la baisse enregistrée dans les recettes en devises étrangères de la plupart des pays africains et qui est en grande partie attribuable directement au faible rendement du secteur agricole, il devient nécessaire d'importer de plus en plus de denrées alimentaires. De ce fait, les importations nettes de céréales, qui étaient de 4,2 millions de tonnes en 1970, se sont élevées à plus de 11 millions de tonnes en 1978 et, d'après les tendances actuelles, elles passeraient à 15 millions de tonnes en 1985. L'augmentation des importations de denrées alimentaires a entraîné une suppression considérable d'importations de première nécessité non seulement en ce qui concerne d'autres biens de consommation mais également des biens nécessaires au développement d'autres secteurs d'activités, y compris l'agriculture elle-même, ce qui rend les perspectives d'autosuffisance de plus en plus aléatoires.

15. En Afrique, l'alimentation n'est pas seulement insuffisante d'une manière générale, mais elle est également soumise à des facteurs permanents d'insécurité. Une grande partie des habitants souffrent périodiquement de pénuries graves pouvant aller parfois jusqu'à la famine. Les désastres du Sahel à la fin des années 60 et au début des années 70 rappellent d'une manière poignante et tragique que de vastes régions du continent sont menacées par la famine et que des pénuries alimentaires graves se produisent de manière endémique dans presque tous les pays africains. L'état de crise a aussi démontré que les pénuries alimentaires du continent avaient souvent des origines socio-politiques.

16. En même temps, ces pénuries ont miné la stabilité sociale et politique de l'Afrique et menacent de compromettre l'indépendance politique des Etats qui doivent accepter des donations alimentaires de pays ne faisant pas partie du continent africain.

17. La Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique souligne que l'autosuffisance sur le plan alimentaire est le principal objectif du développement africain. Les ressources climatiques, terrestres et hydriques de l'Afrique sont tout à fait suffisantes pour réaliser cet objectif à condition de prendre des mesures concertées dès maintenant et de continuer à les appliquer. Tout retard ne fera qu'aggraver le dénuement d'un nombre croissant de personnes, renforcer les obstacles au développement global, accroître l'instabilité sociale et politique et compromettre la souveraineté des pays de la région. Tout ceci est inacceptable et vraiment inutile.

18. Au cours de la période allant de 1980 à 1985, il faudrait améliorer rapidement la situation alimentaire et établir une base en vue de parvenir à l'autosuffisance pour ce qui est des céréales et des produits de l'élevage et de la pêche. A cet égard, il faudrait adopter en priorité des mesures visant à réduire considérablement les pertes de denrées alimentaires, à augmenter de manière importante et suivie la production alimentaire (en particulier la production de riz, de maïs, de millet et de sorgho) ainsi qu'à mettre au point des politiques et des infrastructures pour assurer un niveau bien plus élevé de sécurité alimentaire. C'est pour cette raison que la création d'un Fonds régional de solidarité alimentaire ne serait pas uniquement une étape vers la réalisation de l'unité africaine, mais aussi une profession de foi pour un avenir meilleur du continent.

19. Pour réaliser ces objectifs, il faut tout d'abord que les gouvernements africains expriment leur volonté politique d'adopter et de mettre en oeuvre des politiques et des programmes qui rompent radicalement avec le passé. L'apport de ressources pour la production alimentaire et agricole doit atteindre des proportions entièrement nouvelles. Le rôle primordial joué par le petit exploitant doit être reconnu de manière non équivoque et appuyé par des mesures concrètes. Il faut procéder à une réorientation de grande portée des systèmes sociaux sans tenir compte des conséquences politiques à court terme. Il faut aussi mettre en place des mécanismes efficaces pour élaborer et gérer les programmes.

20. La politique adoptée par les gouvernements peut avoir une influence immédiate sur l'approvisionnement alimentaire grâce à des prix appropriés, à des mesures monétaires et fiscales qui permettent aux agriculteurs d'accroître leurs recettes et de favoriser leur accès aux dotations agricoles et aux biens de consommation de première nécessité.

21. Les gouvernements africains doivent revenir au principe du "grand pas en avant" en ce qui concerne la production alimentaire et agricole. Cette approche a été fortement recommandée lors de la Conférence régionale de la FAO (qui a adopté le Plan alimentaire régional pour l'Afrique, AFPLAN), dans les résolutions de la CEA adoptées à Rabat, dans la Déclaration de Monrovia de l'OUA, lors de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural et par le Conseil mondial de l'alimentation dans sa Déclaration de Mexico.

22. Ce progrès décisif dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture est essentiellement la responsabilité des gouvernements agissant dans leurs contextes nationaux respectifs. Néanmoins, il est nécessaire de fixer de nouvelles dimensions pour la coopération entre les pays de la région en vue de parvenir à l'autosuffisance de l'Afrique. Les accords actuels de coopération entre les pays qui recouvrent certains aspects du développement agricole sont multiples, mais ils sont d'une efficacité limitée en ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire de la région, en partie à cause du chevauchement des responsabilités, mais surtout en raison de la pénurie de personnel bien formé et parce que la plupart de ces organisations ne reçoivent pas les ressources financières et le soutien politique nécessaires des pays participants. Il faut remédier d'urgence à cette situation.

23. Le principal défi de développement auquel sera confrontée l'Afrique au cours des cinq prochaines années consiste à faire appel au courage et à la détermination en vue de répondre aux besoins alimentaires de la population du continent, qui augmente rapidement et, en même temps, de réduire les importations de denrées alimentaires (en particulier les céréales). La mise en oeuvre d'une stratégie pour relever ce défi ne se fera pas sans heurts ni sans peine. Il faudra surmonter les obstacles écologiques, économiques et institutionnels, mais l'Afrique n'a pas le choix. Elle devra parvenir à l'autosuffisance alimentaire par elle-même.

III. LES PERTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES

24. Il se produit des pertes de produits alimentaires considérables au cours de toutes les phases du cycle de production, d'entreposage, de transformation et de distribution. Le présent chapitre ne traite que des problèmes des pertes en ce qui concerne :

- les cultures, pendant et après la récolte;
- l'élevage, juste avant, pendant et après l'abattage;
- la pêche, au cours des opérations de manutention des prises.

Les pertes survenant au cours de la production elle-même sont examinées dans le chapitre IV.

A. Les culturesLa nature du problème

25. Depuis 1975, le continent a perdu, pendant et après les récoltes, au moins 10 p. 100 du total de la production de céréales, ce qui représente plus de 4,5 millions de tonnes par an et une valeur d'environ 620 millions de dollars des Etats-Unis aux prix de 1975. Ces pertes représentent aussi 40 p. 100 du total des importations de céréales en Afrique qui s'élevaient à 11 millions de tonnes en 1978. Ce phénomène dure depuis des décennies et peut passer à l'état chronique, si l'on ne prend pas des dispositions immédiates pour l'enrayer et renverser la tendance. Alors que, dans la plupart des Etats africains, on note des exemples flagrants de famine et de malnutrition, il est déplorable de permettre un tel gaspillage.

26. Les principales causes des pertes de cultures vivrières survenant après la récolte sont dues à une récolte trop tardive et à l'état de maturité trop avancé des produits, ainsi qu'aux détériorations mécaniques survenant surtout au cours de la récolte, du séchage, de la manutention et du traitement. Les pertes dues aux détériorations mécaniques sont de 5 à 10 p. 100 pour les céréales, de 10 à 20 p. 100 pour les racines et tubéreuses au cours des trois mois suivant la récolte et de 10 à 30 p. 100 pour les fruits et légumes. En outre, les détériorations biologiques survenant au cours de l'entreposage, surtout à cause des insectes et des rongeurs, représentent des pertes annuelles moyennes de 10 p. 100 pour les céréales, qui peuvent parfois même atteindre 20 p. 100. Etant donné que jusqu'à 75 p. 100 de la récolte de céréales vivrières reste à la ferme pour être consommé par les familles des agriculteurs, les pertes d'entreposage se situent surtout aux niveaux de la ferme et du village dans les zones rurales. En ce qui

concerne les denrées périssables qui sont commercialisées, les détériorations occasionnées en grande partie par la décomposition due aux moisissures et aux bactéries peuvent représenter 50 p. 100 de la récolte.

Mesures et objectifs proposés

27. Il ressort de ce qui vient d'être dit qu'il est maintenant plus que jamais urgent de remédier rapidement au problème des pertes de produits alimentaires. Il faudrait notamment fournir au secteur de l'alimentation et de l'agriculture des facteurs de production en grande quantité et une assistance financière massive, s'employer à mettre en place une infrastructure cohérente et réaliser les investissements voulus au niveau des petites exploitations, de façon à atteindre en 1985 l'objectif d'une réduction de 50 p. 100 des pertes de produits alimentaires, conformément à la résolution adoptée par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire en 1976.

28. Les efforts déployés par le passé au niveau national pour réduire au minimum les pertes de cultures vivrières ont été en grande partie contrariés par l'absence d'informations précises sur l'ampleur du problème et par l'insuffisance des infrastructures nationales. C'est pourquoi il faudrait mettre au point des programmes spécifiques dans le cadre d'une politique nationale de réduction des pertes de produits alimentaires qui comprendrait :

- une phase initiale avec l'exécution immédiate d'un certain nombre de projets pilotes aux niveaux des exploitations et des villages - comprenant les éléments suivants : évaluation (études) des pertes de produits alimentaires, méthodes et installations appropriées de séchage et d'entreposage, lutte phytosanitaire, amélioration des techniques de transformation des produits alimentaires - et la création d'un service technique central, chargé de coordonner ces activités;
- une phase d'expansion et de généralisation de ces projets en un programme national d'ensemble, appuyé par des activités appropriées de recherche et de perfectionnement de la main-d'oeuvre et renforcé par des campagnes d'information visant à sensibiliser la population aux méthodes de lutte contre les pertes de produits alimentaires et à en promouvoir l'application.

29. Les gouvernements doivent pouvoir compter, dans leur action, sur l'appui de programmes sous-régionaux de formation et de perfectionnement de la main-d'oeuvre. Il conviendrait notamment d'accorder une priorité élevée à la mise en place, avant 1985, d'au moins deux établissements sous-régionaux de formation supérieure. Dans l'intervalle, des dispositions pourraient être prises immédiatement pour que deux séminaires/réunions de travail soient organisés chaque année

au niveau sous-régional, afin de fournir une formation en cours d'emploi au personnel national dont les activités ont trait à la lutte contre les pertes de produits alimentaires. La mise en place de réseaux régionaux et sous-régionaux d'établissements de recherche et de formation contribuerait considérablement à maintenir sur leur lancée les programmes de recherche et de perfectionnement de la main-d'oeuvre. Des séminaires/réunions de travail itinérants devraient être organisés en renfort de ces réseaux, lesquels devraient en outre recevoir une aide extérieure.

30. S'ils sont réalisés avec fermeté et application, s'ils sont bien coordonnés et financés de manière appropriée, tous ces efforts devraient permettre d'enregistrer une diminution progressive des pertes de produits alimentaires et de se rapprocher de l'objectif de 50 p. 100 de réduction de ces pertes.

Ressources nécessaires

31. Le coût des projets variera en fonction d'un certain nombre de facteurs interdépendants qu'il ne sera possible d'examiner conjointement et en profondeur qu'une fois les programmes nationaux établis. Les projets énumérés dans l'annexe I ne servent qu'à illustrer la nature des activités qu'il est souhaitable d'entreprendre dans ce domaine.

32. Une évaluation régionale, réalisée à titre indicatif, du coût de la phase initiale des programmes nationaux, en prenant comme hypothèse trois projets dans le cas d'un grand pays et un projet dans le cas d'un petit pays, montre qu'une mise de fonds totale d'environ 75 millions de dollars des Etats-Unis pour les deux premières années, dont 15 millions déjà affectés à l'exécution d'activités en cours, serait nécessaire. L'étape suivante correspondrait à l'application intégrale des programmes nationaux, application qui nécessiterait l'engagement de fonds beaucoup plus importants. Il n'est possible d'évaluer les investissements nécessaires qu'une fois la phase initiale achevée.

33. S'il est impossible, à ce stade, de préciser jusque dans ses moindres détails le contenu du programme régional, il ne fait toutefois aucun doute qu'une attention immédiate devrait être accordée à la mise en place de nouvelles installations de stockage, ne serait-ce que pour faire face à l'accroissement de 18 à 20 p. 100 de la production alimentaire prévue d'ici à 1985, soit environ 17 millions de tonnes, dont 13 millions de tonnes pour les seules céréales. En supposant que 40 p. 100 de ce tonnage soit stocké dans les exploitations agricoles, 20 p. 100 dans les villages et 40 p. 100 dans les zones urbaines, le coût de l'ensemble du programme de stockage dans la région s'élèverait à environ 270 millions de dollars des Etats-Unis par an (dont 100 millions de dollars des Etats-Unis pour le stockage dans les exploitations agricoles et les villages), soit un investissement total d'environ 1 milliard 350 millions de dollars des Etats-Unis à réaliser immédiatement après la fin de la phase initiale.

B. Elevage

La nature du problème

34. En l'absence de données fiables et précises, il est difficile d'avancer des chiffres concernant les pertes de bétail. Cependant, des pertes importantes de bétail (y compris le petit bétail) et de productions animales se produisent de diverses façons. Une grande partie de ces pertes interviennent au cours du processus de production, avant que les animaux ne quittent la ferme ou les parcs; elles seront examinées dans le chapitre concernant la production animale; seules les pertes intervenant au cours des étapes postérieures sont examinées ci-après.

35. Ces dernières surviennent au cours du transport des animaux des sources d'approvisionnement vers les centres de consommation. Ce phénomène est particulièrement vrai dans le cas des transports d'animaux des pays sans littoral vers les pays côtiers en Afrique de l'Ouest, transports qui entraînent d'importantes pertes de poids, ainsi qu'une baisse de la qualité de la viande. Il a été estimé que ces pertes représentaient entre 10 et 25 p. 100 du poids vif.

36. L'insuffisance des soins vétérinaires, d'une part, et de l'entretien (en particulier pour ce qui est des points d'eau) des parcs utilisés couramment par les bouviers, d'autre part, est responsable des pertes de bétail (estimées à 2,5 p. 100) dues aux maladies et aux accidents. Dans certains pays, le taux de mortalité des veaux atteint 50 p. 100. Les pertes, surtout au niveau des produits dérivés, dues au manque d'installations d'abattage adéquates représentent le plus souvent quelque 7 p. 100 du poids de l'animal.

37. Au cours des étapes de manutention des productions animales (viande et leurs préparations, lait frais et autres produits périssables), les pertes sont principalement dues à la putréfaction et à l'altération des produits. Elles oscillent entre 10 et 20 p. 100, selon les procédés de transformation (salaison, fumage, etc.) et les modes de transport utilisés, et en fonction de la période de temps qui s'écoule entre la transformation et la consommation.

38. Les principales pertes au cours des étapes de ramassage et de transformation, sont dues à un manque de techniciens suffisamment qualifiés et à l'organisation déficiente du réseau de commercialisation tant des produits bruts que des produits transformés.

Mesures et objectifs proposés

39. La plupart des mesures qui permettraient de réduire les pertes de bétail et les pertes de productions animales sont les mêmes mesures qui sont requises pour améliorer la production animale. Elles sont indiquées dans la section IV. B, où ne sont mentionnées que les mesures correctives recommandées pour pallier la situation spécifique concernant les pertes de bétail; il s'agit des mesures suivantes :

- amélioration des services vétérinaires sur les itinéraires de transport;
- multiplication du nombre des points d'eau, afin de rendre la migration moins pénible;
- amélioration des installations urbaines d'abattage, y compris les installations de transformation des produits dérivés et les installations frigorifiques;

amélioration du ramassage du lait et des installations de transformation, en vue de pouvoir diversifier les produits.

Ressources nécessaires

40. Il est difficile à cet égard d'avancer un chiffre précis, mais dans l'hypothèse d'un taux de pertes de production de 10 p. 100 par an et d'un rapport coût-utilité de 1 pour 2, il faudrait engager des dépenses annuelles d'un montant de 180 millions de dollars des Etats-Unis environ pour obtenir une réduction de 50 p. 100 des pertes.

C. PêcheLa nature du problème

41. Malgré l'absence de données détaillées sur les pertes après capture enregistrées dans le secteur de la pêche des pays africains, il est généralement reconnu que ces pertes sont importantes. D'après les estimations, les pertes de poisson frais dues au manque d'installations de congélation et d'entrepôts frigorifiques, ainsi qu'aux mauvaises conditions de manutention, oscillent entre 10 et 15 p. 100, ce qui représente quelque 150 000 tonnes par an. Dans le cas du poisson séché, les pertes dues aux infestations peuvent atteindre 40 p. 100, soit un gaspillage annuel de quelque 350 000 tonnes. Il conviendrait d'ajouter à cela le poisson rejeté à la mer par les chalutiers, estimé avec la plus grande incertitude à plus de 100 000 tonnes par an. La valeur totale de ces pertes représente quelque 200 millions de dollars des Etats-Unis par an.

Mesures et objectifs proposés

42. Une réduction de 50 p. 100 des pertes enregistrées dans le secteur de la pêche permettrait de relever de 10 p. 100 le faible niveau de l'apport protéique en poisson, qui ne dépasse pas actuellement 2,5 grammes par personne et par jour.

43. Au niveau national, les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer en sensibilisant la population à ce problème et en diffusant des informations sur les moyens d'y remédier. Ils devraient également promouvoir la recherche concernant l'amélioration des méthodes de conservation du poisson et fournir des crédits plus importants et d'autres encouragements en vue de favoriser l'introduction de techniques améliorées (par exemple, les séchoirs solaires amovibles), ainsi que l'extension de techniques ayant fait leurs preuves, telles que celles concernant la fabrication de glace et l'entreposage frigorifique.

44. Un certain nombre d'institutions travaillent déjà sur ces problèmes, mais elles doivent être renforcées. Au niveau sous-régional, il existe d'importantes possibilités, dont il conviendrait de tirer tout le parti possible, en matière de programmes coopératifs et de coopération technique entre pays en développement.

Ressources nécessaires

45. De nombreuses pertes pourraient être évitées au prix d'investissements relativement faibles. Dans le cas de la pêche artisanale, par exemple, avec un investissement de 100 dollars des Etats-Unis en matériel de séchage, il serait possible de traiter quelque 4 tonnes de poisson par an. L'acquisition d'un matériel de séchage amélioré permettant de traiter la moitié du volume de poisson perdu en raison de la mauvaise qualité des procédés actuellement employés exigerait un investissement de 40 millions de dollars des Etats-Unis, qui serait largement compensé par les gains annuels que l'on obtiendrait. Le coût d'installations de congélation permettant de traiter 100 000 tonnes de poisson par an s'élèverait à environ 20 millions de dollars des Etats-Unis et il faudrait compter 5 millions de dollars des Etats-Unis supplémentaires pour la construction d'entrepôts frigorifiques, le coût total de 25 millions de dollars des Etats-Unis étant réparti sur cinq ans.

IV. SECURITE ALIMENTAIRE

La nature du problème

46. La crise alimentaire mondiale des années 70 est survenue alors que pratiquement aucun pays ne l'avait anticipée; en désorganisant l'économie de nombreux pays, elle a imposé aux populations des souffrances inouïes, en raison des graves

famines et de la malnutrition qu'elle a provoquées. En Afrique, les effets les plus dévastateurs de cette crise se sont fait sentir dans la zone soudano-sahélienne. Entre 1972 et 1974, quelque 28 p. 100 de la population de l'Afrique ont été si gravement touchés par cette crise que leur régime alimentaire est tombé en dessous du minimum vital requis.

47. La situation au Sahel reste désespérée. En Afrique australe, elle devient particulièrement précaire en raison non seulement des graves sécheresses qui surviennent de temps à autre, mais aussi, d'une part de la menace politique et économique croissante que fait peser l'Afrique du Sud sur la région et, d'autre part du fait que la plupart des pays de cette sous-région sont des pays sans littoral. Des pénuries alimentaires périodiques plus ou moins graves frappent également souvent d'autres régions du continent.

Mesures et objectifs proposés et ressources nécessaires

48. Pour pouvoir faire face à cette situation future difficile, les gouvernements africains devraient, dans le cadre d'une action concertée, s'efforcer non seulement d'accroître la production locale, mais aussi de maintenir des réserves suffisamment importantes de denrées alimentaires de base, principalement des céréales, dans lesquelles ils pourraient puiser en fonction des besoins, tout en prenant des dispositions pour accroître leurs approvisionnements auprès des producteurs nationaux ou étrangers. La formulation d'une politique juste et équitable en matière de sécurité alimentaire exigera également que l'on accorde toute l'attention voulue aux problèmes de distribution et de nutrition.

a) Au niveau national

49. Le volume des réserves alimentaires requises pour assurer la sécurité alimentaire varie d'un pays à l'autre et d'une sous-région à l'autre, en fonction de nombreux facteurs locaux. Dans certains pays, des réserves alimentaires de six semaines devraient suffire, tandis que dans d'autres pays, il serait nécessaire de prévoir des réserves pour une période de deux à quatre mois. Malgré la croissance des importations, la production intérieure permet de satisfaire l'essentiel des besoins de consommation dans la plupart des pays africains. C'est pourquoi il conviendrait d'affecter un certain pourcentage de la production totale (par exemple, environ 10 p. 100 dans un premier temps) à la constitution de réserves alimentaires nationales stratégiques, permettant de faire face à des situations d'urgence.

50. A la suite des recommandations de la Conférence mondiale de 1974, un certain nombre de pays africains ont formulé des programmes nationaux de sécurité alimentaire, mais ce n'est pas encore le cas pour tous les pays de la région. Chaque pays africain doit impérativement adopter une politique nationale cohérente en matière de sécurité alimentaire et entreprendre les mesures que cette politique implique.

51. Pour instaurer une sécurité alimentaire effective, les mesures suivantes s'avèrent indispensables :

- Augmentation de la production alimentaire;
- Formulation de politiques et de programmes nationaux en matière de réserves alimentaires;
- Construction de moyens d'emmagasinage des stocks de réserves céréalières;
- Construction de réserves céréalières provenant de sources intérieure et extérieure;
- Renforcement de la gestion des stocks céréalières;
- Amélioration des moyens de commercialisation et de transport connexes;
- Amélioration de la prévision des récoltes et des systèmes d'alerte nationaux appuyés par une information météorologique nationale améliorée;
- Formation de personnel local dans les domaines susmentionnés.

52. En l'absence d'études nationales détaillées, on ne peut estimer que de façon approximative les investissements nécessaires pour la région tout entière. Cependant, sur la base des ressources nécessaires pour instituer les programmes nationaux de sécurité alimentaire dans certains pays (voir annexe 2), les dépenses totales nécessaires pour tous les pays africains pourraient atteindre, ou dépasser 1 milliard de dollars des Etats-Unis au cours de la période quinquennale.

b) Au niveau sous-régional

53. La nécessité de parvenir à l'autosuffisance collective exige aussi la mise en place en Afrique de dispositifs sous-régionaux de sécurité alimentaire. Cette approche a déjà été adoptée dans la zone sahélienne où un plan concret a été adopté par les huit pays membres du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) ^{1/}. Ce plan se compose de :

^{1/} Les pays membres sont : le Cap-Vert, la Gambie, la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad.

- Stocks nationaux appartenant aux différents pays, qui sont directement gérés et utilisés par ces pays mêmes;
- Stocks appartenant à la sous-région et placés sous la gestion administrative et financière d'une autorité sous-régionale, et comprenant des stocks détenus par des institutions nationales et/ou sous-régionales.

54. Aux termes de ce dispositif sous-régional de sécurité alimentaire, il y aurait complémentarité et coopération entre les stocks possédés par les pays et ceux possédés par la sous-région. En cas d'urgence, les pays membres de la sous-région utiliseraient d'abord leurs réserves nationales et ensuite, si nécessaire, puiseraient dans les réserves sous-régionales. Tout recours aux stocks sous-régionaux devrait être soumis à l'accord préalable des pays membres qui s'engageraient ainsi à remplacer la quantité retirée. Dans tous les cas, l'autorité sous-régionale serait informée du recours aux stocks nationaux.

55. Les investissements et les ~~frais d'exploitation~~ pour les stocks alimentaires possédés par les huit pays sahéliens et la sous-région qu'ils constituent sont respectivement estimés à 100 millions et 40 millions de dollars des Etats-Unis, dont environ 90 p. 100 couvriraient la construction de magasins de stockage, l'achat d'équipements et la fourniture de céréales.

56. Des dispositifs semblables au plan sahélien sont à l'étude pour d'autres sous-régions.

c) Secours alimentaire africain

57. Du fait des difficultés d'ordre logistique, il n'est pas possible de mettre en place des réserves alimentaires à l'échelle de toute la région africaine. Cependant, en tant que mesure d'autonomie collective en matière de sécurité alimentaire, il est recommandé que l'OUA et la CEA, en collaboration avec la FAO, étudient la possibilité de créer un mécanisme permettant la mise en place d'un secours alimentaire africain. Le rapport émanant de cette étude devrait être soumis à la Conférence des ministres de la CEA et au Sommet de l'OUA en 1981.

V. PRODUCTION ALIMENTAIRE

58. Dans la présente section, on examine les problèmes de production alimentaire, de développement de l'élevage et de la pêche ainsi que ceux des pertes en cours de production. Des programmes d'action pertinents sont également recommandés.

A. Cultures vivrières

La nature du problème

59. La production vivrière en Afrique est affectée par un certain nombre de problèmes. Dans certaines régions du continent, la terre n'est pas adaptée à la culture ou bien n'est pas fertile ou bien n'est pas accessible. Ailleurs, la production est entravée par la rareté de l'eau. Les techniques de production et les méthodes culturales restent rudimentaires dans une bonne partie de la région, comme l'atteste la très faible utilisation des facteurs de production améliorés. Un problème revêtant une importance particulière pour l'Afrique est l'étendue des dégâts causés aux cultures vivrières par les épiphyties et un nombre important d'animaux particulièrement nuisibles : criquets migrants, criquets pèlerins, sauterelles, oiseaux granivores, chenilles de la leucanie et autres, etc. - et pour beaucoup d'autres insectes et vertébrés nuisibles

60. La situation alimentaire en Afrique est dominée par les céréales et les plantes à tubercules. Concernant le choix d'une stratégie de développement de la culture des céréales, une distinction doit être faite entre le blé et l'orge, d'une part, et les céréales tropicales (riz, maïs, millet, sorgho) d'autre part. Le blé et l'orge sont essentiellement cultivés en Afrique du Nord, en Afrique de l'Est et en Afrique australe et constituent le gros des céréales importées dans le continent. L'augmentation de la production de blé et d'orge dans les pays où cela est possible, tout en encourageant l'utilisation de céréales de substitution pour remplacer les importations de ces deux céréales dans les autres pays, est une question importante qui, si elle est bien résolue, pourrait libérer d'énormes quantités de devises étrangères pour le développement. A cet égard, les énormes possibilités offertes par la substitution de farine composites à la farine de froment dans la fabrication du pain méritent d'être sérieusement exploitées. Les vigoureuses politiques à entreprendre dans ce sens doivent constituer un élément vital d'une stratégie d'autosuffisance céréalière accrue.

61. A tout prendre, quatre grandes options stratégiques s'offrent aux pays africains dans leur tentative visant à accroître la production alimentaire : l'expansion des superficies cultivées ou l'intensification du rendement; l'agriculture non irriguée ou irriguée; les cultures vivrières ou les cultures d'exportation et les ressources locales ou les ressources étrangères. En fait, cependant, ces choix ne constituent pas nécessairement un dilemme et sont souvent complémentaires. En outre, leur importance varie sérieusement d'une sous-région du continent à l'autre.

62. Si, au cours de la période quinquennale 1980-1985, diverses mesures produisant des résultats rapides doivent être institués en vue d'atteindre les objectifs visés, ces mesures doivent aller de pair avec des activités à long terme afin de constituer une base solide pour l'avenir. Autrement, le continent pourrait se retrouver dans une situation alimentaire encore plus catastrophique au cours de la période suivant 1985. En conséquence, le programme d'action proposé ci-après consiste en une combinaison de mesures destinées à produire des résultats immédiats et d'autres dont les conséquences sur les réserves alimentaires ne seront visibles qu'à moyen et à long termes.

Mesures et objectifs proposés^{1/}

63. Il est proposé les domaines prioritaires suivants dans lesquels des mesures doivent être prises : protection des végétaux, emploi des dotations agricoles, irrigation, aménagement des terres, conservation des sols et des eaux, lutte contre les inondations et drainage, mécanisation, infrastructures matérielles et incitations des agriculteurs, ce dernier point étant examiné séparément à la fin de la présente section.

64. Protection des végétaux. La production alimentaire dans la plupart des pays de la région ne progressera pas tant que ne seront pas déployés des efforts supplémentaires considérables en vue d'éliminer les animaux nuisibles et les maladies qui affectent les cultures.

65. Au niveau national, les mesures requises consistent principalement en une amélioration, dans l'ensemble, des pratiques générales en matière d'élevage. Cela comportera, en partie, une application judicieuse des pesticides et des insecticides de manière compatible avec les exigences écologiques primordiales. Outre le renforcement des services existants, une protection effective des végétaux nécessitera l'organisation de campagnes d'éducation des agriculteurs. Les gouvernements doivent aussi accorder la priorité à la mise en place de systèmes appropriés de surveillance des parasites et des épiphyties afin que des mesures défensives rapides puissent être prises contre les attaques menaçantes ou naissantes.

66. La protection des végétaux est un domaine qui peut produire d'énormes avantages grâce à des mécanismes permanents de coopération internationale. En effet, seule l'action organisée de cette manière peut empêcher la généralisation de certains des principaux ravages causés par les animaux nuisibles et les épiphyties. Il y a plusieurs organisations intergouvernementales qui sont actives dans ce domaine en Afrique (OICMA, OCLALAV, DLCO-EA, IRLCO-CSA, etc.) ^{2/}. Ces organisations doivent être renforcées en mettant davantage l'accent sur une approche intégrée de la lutte contre les insectes nuisibles, telle qu'elle a déjà été utilisée dans certaines parties de la région.

^{1/} Tous les coûts indiqués ci-dessous pour les programmes de production agricole sont exprimés en prix de 1975.

^{2/} OICMA : Organisation internationale contre le criquet migrateur africain. OCLALAV : Organisation commune de lutte anticridienne et de lutte anti-aviaire. DLCO-EA : Organisation du contrôle acridien de l'Afrique de l'Est. IRLCO-CSA : Organisation internationale de l'Afrique centrale et australe contre le criquet nomade.

67. Les dépenses supplémentaires liées à l'utilisation des pesticides dans les programmes des différents pays sont en gros estimées à 35 millions de dollars des Etats-Unis pour la période en question.

68. Utilisation de facteurs combinés. Dans les pays qui ne disposent que de rares terres cultivables et où l'on se heurte à des difficultés d'irrigation, on s'efforcera surtout d'accroître les rendements en introduisant de meilleures pratiques culturales, notamment grâce à l'utilisation intensive de dotations améliorées (engrais, semences, pesticides, etc.). Les objectifs proposés pour la période 1980-1985 sont les suivants :

- Accroissement annuel du volume de semences sélectionnées de 443 000 tonnes métriques en 1980 à 545 000 tonnes métriques en 1985, ce qui représente une dépense supplémentaire de 25 millions de dollars.
- Augmentation de 360 000 tonnes de la consommation d'engrais (engrais azotés, phosphatés et potassiques) de 2 050 000 tonnes en 1980 à 2 410 000 tonnes en 1985, ce qui représente une dépense supplémentaire de 165 millions de dollars des Etats-Unis, par rapport aux 937 millions de dollars de 1980. Parallèlement à cela, il faut encourager dans toute la mesure du possible, l'utilisation des engrais organiques en complément des engrais chimiques.
- Augmentation de l'utilisation annuelle de dotations y compris le carburant et les réparations en ce qui concerne la mécanisation (tracteurs) qui se traduirait par un coût supplémentaire de 81 millions de dollars s'ajoutant aux 229 millions pour 1980.

Cette combinaison de facteurs, considérée comme le minimum nécessaire, représente environ 400 millions de dollars (y compris les pesticides nécessaires à la protection des plantes) pour les cinq prochaines années.

69. Projets d'irrigation. La plupart des projets d'irrigation actuels en Afrique concernent les cultures d'exportation. Actuellement, 4,6 millions d'hectares de terres irriguées sont consacrés aux céréales. Cependant, les aléas du climat et les périodes fréquentes de sécheresse dans maintes régions du continent imposent la nécessité d'une irrigation plus rationnelle des cultures céréalières, si bien que les objectifs suivants sont proposés :

- Aménagement d'un million d'hectares de terres consacrées aux cultures céréalières d'irrigation qui ne sont de nos jours que partiellement équipées, ce qui représente un investissement total de 800 millions de dollars pour les cinq prochaines années.
- Augmentation de 155 000 ha des zones d'irrigation consacrées aux cultures céréalières à un coût total d'environ 550 millions de dollars pour les cinq prochaines années.

Les investissements totaux nécessaires à l'amélioration et à l'expansion des projets d'irrigation des cultures céréalières s'élèveront donc à environ 1 milliard 350 millions de dollars pour les cinq prochaines années.

70. Mise en valeur des terres. Etant donné que la plupart des cultures de la région se font sur des terres non irriguées, il faut s'attendre à ce que l'accroissement de la production provienne plus vraisemblablement d'une augmentation de la superficie cultivée que d'un accroissement du rendement, si bien qu'il faut donner la priorité aux cultures pluviales. L'objectif est de mettre en culture 1,7 million d'hectares au cours des cinq prochaines années, ce qui représente 5 p. 100 des terres actuellement disponibles et non utilisées. La mise en valeur de ces terres coûterait environ 430 millions de dollars pour les cinq prochaines années dont une bonne part serait représentée par le travail propre des agriculteurs.

71. Conservation des sols et des eaux. Vu la menace que représentent la dégradation et l'insuffisance d'humidité des sols dans la plupart des pays du continent, les programmes de conservation des sols et des eaux constituent un aspect essentiel de la politique agricole dans ces régions. Il est donc proposé que pour l'ensemble du continent les zones soumises à des mesures effectives de conservation soient augmentées d'environ 5 p. 100 entre 1980 et 1985, ce qui impliquerait un investissement de l'ordre de 600 millions de dollars (aux prix de 1975) que l'on pourrait réduire en faisant exécuter les travaux par les agriculteurs eux-mêmes.

72. Drainage en vue de lutter contre les inondations. On dénombre relativement peu d'activités dans ce domaine en Afrique. A présent, seuls quelques 10 p.100 des terres arables sujettes aux inondations naturelles ont été soustraits aux risques de submersion et l'on estime que, d'ici à 1985, 56 000 ha supplémentaires de terres arables pourraient être protégés contre les inondations en y effectuant des travaux de drainage à un coût approximatif de 800 dollars des Etats-Unis par hectare, ce qui permettrait de cultiver avec des risques calculés. Le coût de ces travaux s'élèverait à environ 45 millions de dollars.

73. Mécanisation. A l'exception de l'Afrique du Nord, la mécanisation de l'agriculture n'est pas très répandue dans le continent. La situation est toutefois en voie d'amélioration. Si, en Afrique du Nord, la mécanisation tend à se substituer à l'utilisation des animaux de trait, il y a lieu d'adopter des politiques différentes pour le reste du continent. En effet, étant donné l'échéance à long terme de l'utilisation généralisée des tracteurs par l'agriculteur moyen dans la plupart des pays africains au sud du Sahara, il est recommandé d'accroître l'utilisation intensive des outils manuels et des animaux de trait comme mesure transitoire. La mise en oeuvre de ce programme requiert que l'on augmente les animaux de trait de 200 000 unités et que l'on multiplie les programmes de formation dans ce domaine, ce qui représenterait un investissement supplémentaire de l'ordre de 30 millions de dollars des Etats-Unis pour la période de cinq ans. En comptant les coûts liés à l'introduction des tracteurs, la mécanisation (y compris les pièces de rechange), entraînerait un investissement moyen annuel de l'ordre de 1 milliard 145 millions de dollars, ce qui ferait un total de 5 milliards 725 millions de dollars des Etats-Unis pour la période 1980-1985.

74. Infrastructures physiques. Divers types d'infrastructures sont indispensables pour soutenir les programmes prioritaires identifiés ci-dessus. Ces infrastructures seront évidemment onéreuses et il se pourrait que les fonds nécessaires ne soient pas immédiatement disponibles au niveau national ou à l'extérieur. Certaines d'entre-elles pourraient cependant être construites au moyen de programmes d'auto-assistance à forte intensité de travail, ce qui exige un sens civique élevé et la perception claire par la population des avantages potentiels que représente pour elle la participation volontaire à la construction de petits ponts, de barrages, de routes d'accès et de desserte et à l'amélioration de la santé, de l'enseignement et d'autres infrastructures sociales. La mise en place à grande échelle d'infrastructures de cette nature implique des investissements massifs dont l'ampleur dépendra du degré d'auto-assistance de la population et ne peut donc être estimée avec précision à l'avance.

75. Besoins en ressources. Le total des investissements requis pour exécuter les programmes énumérés ci-dessus en matière de cultures vivrières est estimé à environ 100 millions de dollars des Etats-Unis (aux prix de 1975) pour la période quinquennale 1980-1985, ce qui équivaut à environ 11 milliards 400 millions de dollars aux prix de 1979. Il faut toutefois souligner qu'il faut des ressources considérablement plus élevées pour renverser cette tendance à la dégradation de l'autosuffisance alimentaire.

B. Elevage

La nature du problème

76. Dans le domaine de la production animale en Afrique, le problème principal réside dans une pénurie aiguë de personnel suffisamment formé à tous les niveaux, en plus du nombre réduit du cheptel, de l'inefficience en matière d'utilisation et de gestion des ressources alimentaires, y compris les résidus des cultures et les sous-produits des agro-industries, à la méconnaissance des races les mieux adaptées aux divers environnements et des systèmes optimaux de production. La situation est différente en ce qui concerne la transformation des produits et les soins vétérinaires, domaines dans lesquels les connaissances sont assez suffisantes; les difficultés proviennent de l'absence de moyens et de compétences pour appliquer les techniques existantes.

77. En ce qui concerne la production de viande, des efforts ne sont pas suffisamment déployés en vue d'améliorer les méthodes d'élevage des petits animaux (moutons, chèvres, porcs, volaille et lapins), de même que peu d'efforts ont été consentis dans le continent pour améliorer la consommation de protéines animales en tirant parti des ressources que constituent les animaux sauvages. On n'a pas également accordé suffisamment d'importance à l'utilisation des boeufs de labour et à l'incidence de cette pratique sur la production de viande ainsi qu'à l'intégration de l'élevage et de l'agriculture.

78. Dans le domaine des soins vétérinaires, il y a une insuffisance d'installations pour la lutte sur le terrain contre les maladies, pour les services de laboratoire et pour les systèmes de dépistage des maladies. Ceci s'applique en particulier aux maladies causées par les tiques, à la trypanosomiase, à la peste bovine, à la pleuropneumonie bovine contagieuse et à la fièvre aphteuse.

79. La trypanosomiase mérite qu'on fasse une mention spéciale, car elle est à la base de la limitation de la production animale dans 36 pays africains couvrant une zone de production potentielle d'environ 10 millions de kilomètres carrés pouvant porter selon les estimations 140 millions de têtes de bétail. La lutte contre cette maladie au niveau des pays exige que l'on prenne des mesures positives en vue d'établir les structures nationales techniques et administratives nécessaires. L'introduction de la race Ndama, résistante à la trypanosomiase, pourrait constituer une solution à ce problème.

Mesures et objectifs proposés

80. Les domaines prioritaires qui méritent de retenir l'attention dans l'avenir immédiat sont la formation et la mise en place des infrastructures. Non moins important est le pacage contrôlé grâce à un meilleur aménagement des parcours et à l'utilisation des résidus des cultures et des sous-produits agro-industriels pour la production d'aliments pour bétail.

81. La nécessité s'impose également d'améliorer les services de laboratoire, les systèmes de dépistage des maladies, les centres de vaccination, les instituts de formation et la capacité des pays à résoudre les problèmes de médecine vétérinaire. On estime que l'amélioration de la médecine vétérinaire exigera un accroissement du nombre de vétérinaires et d'aides-vétérinaires d'au moins 30 p. 100 au cours de la période 1980-1985.

82. Pour poursuivre efficacement la lutte contre la trypanosomiase, il y aurait lieu de créer des services de lutte spécialisés et d'améliorer la productivité des races dont la résistance à cette maladie a été reconnue. En outre, beaucoup de pays africains ont besoin d'élaborer des plans d'utilisation des sols pour promouvoir le développement intégré des régions libérées de la mouche tsé-tsé. Ces activités devraient être entreprises avec l'aide de la Commission africaine de lutte contre la trypanosomiase animale, récemment créée.

83. Pour lutter efficacement contre la fièvre aphteuse, il y aura lieu d'établir des installations de production de vaccins et des systèmes efficaces de quarantaine au niveau national et éventuellement régional.

84. Au niveau sous-régional, il faut des centres de formation pour la production de viande, la gestion et les techniques des abattoirs ainsi que pour le développement de l'élevage de la volaille. Dans un premier temps, quatre stages de formation (un chaque année durant la période 1980-1984) doivent être lancés dès 1980.

85. Les gouvernements africains ont fortement appuyé les propositions visant à la création de centres de formation et de recherches sur la tique et les maladies causées par la tique au Malawi (Afrique de l'Est et Afrique centrale), à Khartoum (Afrique du Nord), au Nigéria (Afrique de l'Ouest anglophone) et au Sénégal (Afrique de l'Ouest francophone). Tout doit être mis en oeuvre, par conséquent, afin de créer et de faire démarrer ces centres avant la fin de 1983.

86. Des centres régionaux d'analyse doivent être créés afin d'aider les pays africains de déterminer rapidement et efficacement les types d'organismes infectieux auxquels ils ont affaire. Une étude préliminaire en vue de la création de ces centres doit être menée en 1981 afin de décider si les installations existantes doivent être élargies ou si de nouveaux centres doivent être créés. La décision doit être mise en oeuvre en 1982. Dans tous les cas, les centres créés appuieront et coordonneront les programmes nationaux.

Ressources nécessaires

87. Du fait des nombreux coûts directs et indirects entrant en jeu, les investissements nécessaires pour les programmes complexes de développement de l'élevage peuvent être estimés de la meilleure façon en décomposant l'accroissement futur en deux éléments, un élément "d'accroissement naturel", fondé sur l'accroissement de la population rurale avec peu d'investissements officiels à part le renforcement des services de santé, et un élément "d'accroissement fondé sur les projets". Pour ce dernier élément, il est estimé que la production d'une tonne supplémentaire de viande et de lait annuellement nécessiterait un investissement en capital d'environ 4 000 dollars et 300 dollars des Etats-Unis respectivement (aux prix de 1975). Les deux éléments pris ensemble reviendront à environ 1,7 milliards de dollars des Etats-Unis pour le continent ou à 2,4 milliards de dollars des Etats-Unis aux prix de 1979 au cours de la période quinquennale.

C. Pêche

La nature du problème

88. Le poisson représente l'une des principales ressources économiques de l'Afrique. La production de poisson par les pays africains en 1978 a atteint quelque 3,3 millions de tonnes dont 1,4 million provenait des eaux intérieures. Il convient de noter cependant que les prises de poisson de mer par les pays africains - 1,8 million de tonnes en 1978 - ne représentaient que quelque 30 p. 100 des prises totales dans les eaux côtières, les prises au niveau des navires non africains étant estimées à 4 millions de tonnes annuellement. L'offre globale et l'utilisation de poisson et de produits à base de poisson dans la région sont schématisées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Offre et utilisation du poisson et des produits à base de poisson
1978

Production	Besoins intérieurs pour l'alimenta- tion du bétail	Pertes après la pêche	Commerce avec le reste du monde		Offre intérieure
			Exporta- tions	Importa- tions	
..... en milliers de tonnes équivalent de poids vif					
Afrique	3 320	60	450	810	3 020

89. La production a stagné ces dernières années et ne dépasse pas actuellement son niveau de 1972. Les raisons de cette baisse sont complexes, mais comprennent des facteurs d'ordre politique, institutionnel, économique et écologique.

90. Les prises potentielles totales dans toutes les eaux entourant le continent africain sont, selon les estimations, de l'ordre de 9 millions de tonnes par an, par rapport à 6 millions pour les prises actuelles. A cela doivent s'ajouter les prises potentielles dans les eaux intérieures, éventuellement de l'ordre de 2 millions de tonnes, par rapport à moins de 1,5 million de tonnes pour les prises actuelles. Ces estimations ne comprennent pas l'aquaculture dont le potentiel technique est considérable tant dans les eaux douces que dans les eaux saumâtres. La mise en valeur totale du potentiel de développement de la pêche en mer ainsi que les eaux intérieures pourrait ajouter, aux prix courants, environ 1,5 milliards de dollars des Etats-Unis au produit intérieur brut de l'Afrique, à l'exclusion de toute valeur ajoutée dans le traitement et la distribution.

91. Le manque de capitaux, de capacités, de gestion, de main-d'oeuvre qualifiée, de marchés et de planification, ainsi que d'autres facteurs ont jusqu'ici empêché certains pays africains de tirer le maximum d'avantages de leurs ressources halieutiques. Actuellement, la plus grande partie est exploitée par des bâtiments étrangers aux termes de divers arrangements y compris des entreprises communes et des accords de licence. Si ces arrangements permettent normalement aux pays de gagner ou d'économiser des devises étrangères, ils ne font pas grand chose dans le sens du développement de la capacité locale de pêche.

Mesures et objectifs proposés

92. L'objectif devrait être de relever la consommation moyenne de poisson par personne et par an d'un kilogramme d'ici à 1985. Il faudra pour ce faire, produire 1 million de tonnes de plus par an d'ici à 1985 -- chiffre qui est bien dans les possibilités.

93. Etant donné cet objectif et afin de réduire la dépendance vis-à-vis des importations, les mesures suivantes sont recommandées :

- Création de flottes de pêche industrialisées (là où les moyens le permettent) et accroissement de la productivité de la pêche artisanale;
- Expansion de l'aquaculture;
- Amélioration des moyens de communication entre les points de débarquement du poisson et les marchés, en particulier par la construction de routes de desserte peu coûteuses vers les communautés des pêcheurs;
- Investissements dans les infrastructures à terre, en particulier dans les installations de stockage;
- Expansion des échanges interrégionaux de produits à base de poisson;
- Encouragement de la coopération sous-régionale pour l'évaluation du potentiel de pêche, en particulier lorsqu'il s'agit de stocks communs de poisson ainsi que des lacs et des bassins fluviaux internationaux;

- Formulation de plans communs pour la gestion et l'exploitation rationnelles des stocks sous-régionaux de poisson;
- Examen et, si nécessaire, renégociation des accords existants en matière de pêche.

94. Dans tous les domaines et à tous les niveaux du secteur de la pêche, la formation aussi bien classique que par les services renforcés de vulgarisation, demeure un préalable important pour assurer une utilisation efficace de la technologie nouvelle et des investissements.

Ressources nécessaires

95. Pour atteindre l'objectif recommandé en matière de production de poisson, il faudrait des investissements de l'ordre de 300 millions de dollars des Etats-Unis aux prix courants, rien qu'en navires. Si l'accent est mis sur la pêche industrielle, les infrastructures côtières d'appui (y compris les ports) et sur les améliorations à apporter à la commercialisation et à la distribution, les investissements supplémentaires nécessaires pourraient être de l'ordre de 200 millions de dollars des Etats-Unis. La valeur totale brute des investissements nécessaires, y compris pour le renouvellement du matériel, sera de l'ordre de 750 millions de dollars des Etats-Unis.

D. Incitations en faveur des agriculteurs

96. L'expansion de la production alimentaire ne peut être réalisée sans une modification radicale des structures technico-économiques des systèmes de production. Cela implique que les petits agriculteurs aient un meilleur accès aux ressources productives (par l'intermédiaire des crédits, des subventions, etc.); qu'il y ait des moyens de commercialisation, des prix rémunérateurs pour les produits agricoles, des liens étroits entre l'agriculture et les activités complémentaires, l'adaptation généralisée de techniques plus intensives ainsi qu'un accès aisé aux services sociaux. Les efforts à déployer dans un domaine aussi vaste du développement rural ne produiraient l'effet voulu que s'ils sont appuyés par une volonté politique ferme et fondée sur l'entière participation des populations concernées.

97. La politique des gouvernements doit viser à donner aux petits producteurs les incitations qui leur sont nécessaires pour accroître leur production alimentaire au-delà de leurs besoins immédiats de consommation. Il faut que l'agriculteur voit de nettes possibilités d'avantages en conséquence de ses efforts supplémentaires. Peut-être un système de dépenses et de recettes qui assure aux petits exploitants le maximum d'avantages financiers constitue-t-il la plus puissante incitation pour ces efforts. Les prix agricoles et la politique des revenus ruraux ont été à la base de la plupart des problèmes agricoles dans de nombreux pays africains. Les prix accordés aux paysans pour leurs principaux produits ont généralement été maintenus à un niveau bas en raison des politiques qui favorisent le consommateur et le secteur industriel. Dans certains cas, l'objectif de la politique en matière de prix a été d'optimiser les recettes de l'Etat. Dans de nombreux autres cas, les gouvernements n'ont pas accordé une attention suffisante aux effets des mesures d'ordre monétaire et budgétaire sur les revenus des paysans et sur leurs possibilités d'accès aux denrées agricoles et aux biens de consommation essentiels.

98. Un certain nombre de ministères et de sociétés ainsi que d'offices de commercialisation ont également influencé les décisions de politique agricole dans des sens qui n'avaient rien à voir avec un programme national global intégré; ce qui a eu pour résultat de souvent faire des prix des facteurs de découragement plutôt que d'encouragement pour les agriculteurs. Les subventions n'ont généralement pas eu pour effet d'accroître la production alimentaire à long terme; et les impôts perçus sur les produits agricoles ont contribué à étouffer l'initiative que les agriculteurs pourraient prendre en vue d'accroître la production agricole. Il faut impérativement, par conséquent, que les gouvernements accordent la priorité absolue aux politiques régissant les prix payés aux paysans et les prix payés par eux afin d'obtenir une accélération de la production alimentaire et agricole.

VI. PRODUCTION FORESTIERE

La nature du problème

99. Les forêts et les arbres jouent un rôle essentiel en tant que fournisseurs de produits et de services de base et ont une influence très importante sur l'environnement qui est de plus en plus reconnue. Ils contribuent à maintenir la productivité des écosystèmes ainsi qu'à empêcher l'érosion du sol par le vent et l'eau, à régulariser la quantité et la qualité des eaux de ruissellement et à préserver des conditions de vie acceptables pour l'homme. Les forêts et les arbres contribuent donc directement au développement rural et au potentiel de production alimentaire de même qu'ils apportent d'énormes avantages aux communautés rurales.

100. La destruction incontrôlée de la végétation forestière, par les défrichements à des fins agricoles ou pour avoir du bois à brûler ainsi que des pâturages, a déjà produit des effets critiques sur l'agriculture, entraînant des inondations, l'érosion du sol, l'envasement et la désertification.

101. Il est escompté que la consommation de produits dérivés du bois dans la région passera de 261 millions de mètres cubes de bois à brûler en 1975 à 275 millions en 1985 et de 32 millions de mètres cubes de bois d'oeuvre en 1975 à 45 millions en 1985. S'il existait des réserves suffisantes partout, la consommation serait en réalité beaucoup plus élevée. Les tendances projetées sont porteuses à la fois de solutions et de problèmes. L'importance de la contribution qu'apporte la végétation boisée à la satisfaction des besoins énergétiques fondamentaux mérite une attention particulière, étant donné qu'un grand nombre de personnes, et surtout les pauvres, continueront de dépendre de cette source d'énergie renouvelable pendant encore un temps prévisible.

102. Les grandes forêts tropicales sont constamment défrichées par une exploitation qui leur enlève l'essentiel principalement par des abattages de bois d'oeuvre pour l'exploitation. En outre, sur 7,6 millions de mètres cubes de produits dérivés du bois exportés par l'Afrique en 1977, seulement environ 1 million avait été traité localement. Le reste était exporté sous forme de bois brut à traiter dans les pays industrialisés. Chose plus préoccupante encore, l'Afrique importe une quantité énorme de papier de l'Europe, à un coût qui s'accroît beaucoup plus rapidement que les recettes des exportations de bois ronds.

Mesures et objectifs proposés

103. Il faut procéder à des inventaires des ressources et du potentiel forestiers au niveau des pays et les étendre au cours des cinq prochaines années afin qu'ils servent de base pour les programmes de développement de la sylviculture et qu'ils aident à suivre l'évolution de la couverture forestière.

104. Les pays devraient intensifier les programmes visant à intégrer les forêts et les bois dans l'utilisation des sols et dans l'agriculture aux niveaux des villages et des exploitations pour la production de bois à brûler d'aliments, de fourrages et de matériaux de construction ainsi que pour la protection contre la désertification et l'érosion. L'un des moyens les plus efficaces d'atteindre ces objectifs consiste à entreprendre des campagnes d'éducation des masses et du public appuyées par des activités sur le terrain telles que "la journée de l'arbre", non seulement dans les zones rurales, mais plus particulièrement dans les villes et les banlieues.

105. Les pays exportateurs de bois doivent progressivement réduire leurs exportations de grumes non traitées pour les ramener à 50 p. 100 de leur volume actuel d'ici à 1985, l'objectif étant de réduire les exportations de cette matière première d'un volume équivalent de bois transformé.

106. Dans le même temps, un plan régional en vue du développement et de l'harmonisation des industries forestières doit être élaboré et lancé avant 1985, en particulier pour pourvoir à la demande en pleine expansion de papier et de produits à base de papier. Une étape initiale fondamentale sur la voie de ce plan doit être franchie grâce à l'étude des perspectives forestières en Afrique entreprise à l'origine par la CEA, le PNUD, la FAO et l'ONUDI. Il faut procéder à des études de faisabilité et prendre des décisions d'investissement concernant l'implantation de grandes unités industrielles destinées à approvisionner les marchés sous-régionaux ou régionaux.

107. En particulier, dans les zones où il existe un déséquilibre critique entre l'offre et la demande de produits et de services forestiers, les programmes de régénération des forêts doivent être intensifiés notamment pour les terrains boisés ruraux ou communautaires et les projets agro-forestiers. De tels programmes, appelleront des efforts spéciaux dans le

domaine des informations, de la vulgarisation et des services d'appui. Un nombre suffisant de projets de boisement reboisement doivent être identifiés avant la fin de 1981 afin d'établir assez de projets en vue d'accroître les zones soumises à des programmes de régénération des forêts d'au moins 10 p. 100 chaque année jusqu'en 1985. Parallèlement, les réserves forestières doivent, au total, être accrues de 10 p. 100 d'ici à 1985.

108. Il faut notamment, surtout grâce au renforcement des organismes régionaux existants, activement consolider la coopération entre les Etats membres, l'échange de données d'expérience et l'harmonisation ainsi que la coordination des politiques sylvicoles.

109. L'intensification de ces programmes et de ces politiques sylvicoles ne sera possible que si l'accent est fortement et rapidement mis sur la formation adéquate de personnel forestier à tous les niveaux. Peu de pays de la région disposent d'institutions adéquates de formation dans le domaine des eaux et forêts, et un effort général sera indispensable aux niveaux national et régional afin de renforcer les installations existantes et d'en créer de nouvelles ayant les capacités d'accueil requises. Il est estimé que, d'ici à 1982, il sera nécessaire de former annuellement dans toute la région plus de 150 spécialistes, 400 techniciens et 1 500 gardes-forestiers afin de couvrir les besoins minimaux du secteur public. Il faudrait envisager les mêmes chiffres concernant la formation pour constituer le potentiel projeté pour les industries forestières.

110. Il faudrait également élargir considérablement les programmes de recherche appliquée notamment pour la sélection et la culture des espèces à croissance rapide pour en faire du bois à brûler et du bois à pâte ainsi que pour l'aménagement des forêts tropicales. Les efforts et les ressources pourraient plus efficacement être déployés sur une base régionale ou sous-régionale dans le cadre des programmes de recherche coordonnés plus larges ainsi que de la formation supérieure et spécialisée. Avant la fin de 1981, les préparatifs en vue de l'expansion et de l'amélioration de ces institutions doivent avoir été achevés et des ressources suffisantes y être affectées.

Ressources nécessaires

111. Les investissements nécessaires pour les plantations de forêts aux fins de la production aussi bien de bois d'oeuvre que de bois à brûler dans la région sont estimés à environ 3 milliards de dollars des Etats-Unis entre 1980 et 1985, à l'exclusion des investissements nécessaires pour l'aménagement des ressources forestières existantes. Ces investissements pourraient être sensiblement réduits s'ils faisaient partie des projets d'agro-sylviculture prévoyant l'intégration de l'arboriculture dans l'utilisation des sols au niveau des villages et des exploitations.

112. Dans l'hypothèse d'une utilisation beaucoup plus grande des possibilités existantes, les investissements nécessaires pour de nouvelles industries forestières seraient de l'ordre de 400 millions de dollars des Etats-Unis au cours de la période quinquennale et permettraient de remplacer à 50 p. 100 les exportations de grumes par des produits à base de bois transformé.

VII SERVICES AGRICOLES

113. La présente section traite des institutions et des services liés à l'approvisionnement en produits vivriers et à la sécurité alimentaire en Afrique ainsi qu'au bien-être du petit exploitant. Ce dernier point pose un défi non seulement à l'agriculture mais aussi à plusieurs autres secteurs du développement rural tels que l'enseignement, la santé et les communications, qui ne sont cependant pas examinés ci-dessous.

Institutions

114. Il est bien connu que c'est l'absence d'institutions d'appui solides qui a limité la portée du transfert des techniques et l'exécution des programmes nationaux et sous-régionaux dans le secteur agricole.

115. Le besoin de planification et de contrôle du développement rural est manifeste. La base de données nécessaires pour une planification rationnelle du développement rural est en général insuffisante. Par conséquent, des efforts doivent être déployés afin d'améliorer la base de données et la capacité de planification des pays, notamment la capacité d'identifier les contraintes qui pèsent sur l'amélioration de la situation des petits exploitants. Une meilleure identification des contraintes renforcerait la conception des programmes de recherche et de vulgarisation.

116. En tant qu'élément important pour la mise en place de structures de participation en vue du développement rural, il importera d'accorder une attention spéciale aux organisations de petits exploitants, en mettant un accent particulier sur les institutions paysannes traditionnelles et non structurées, comme principaux moyens de distribution du crédit d'autres services. Cela doit s'accompagner d'un réexamen du rôle des organisations officielles existantes afin de permettre aux petits exploitants de participer plus efficacement aux activités de ces organisations.

117. Le petit agriculteur est loin des centres urbains et les programmes de développement doivent donc être appuyés par des systèmes de communication modernes, y compris la presse agricole, la radio et d'autres moyens audiovisuels permettant de diffuser des informations sur la commercialisation, de promouvoir les nouvelles technologies, etc..

118. Les gouvernements doivent veiller tout particulièrement à mettre en place des systèmes efficaces de commercialisation afin que soient fournis à temps les engrais, les pesticides, les semences, les outils manuels et d'autres dotations agricoles.

119. Le programme technologique proposé au petit exploitant doit être appuyé par le crédit et les assurances agricoles. De même, des améliorations s'imposent dans l'acheminement des produits agricoles de la ferme aux marchés. Il conviendrait d'établir des organismes appropriés de commercialisation pour le conditionnement rapide et méticuleux des produits et pour l'approvisionnement des marchés en produits de bonne qualité, ainsi que pour la rémunération équitable et rapide des agriculteurs. Ces organismes devront être dotés d'un personnel de gestion qualifié et expérimenté.

120. Il faut également que les gouvernements reconnaissent l'importance d'un système adéquat de transport et de routes d'accès pour assurer le développement accéléré des zones rurales, pour réduire les pertes des récoltes et les délais de livraison des dotations agricoles.

121. L'une des difficultés que l'on rencontre est la tendance des services administratifs à assumer de plus en plus de responsabilités commerciales, dans le domaine de l'agriculture, le plus souvent sans avoir les compétences nécessaires. C'est le cas, en particulier, de la commercialisation et du transport des produits agricoles. Il convient donc de rétablir l'équilibre dans ce domaine entre les secteurs public et privé.

Vulgarisation

122. Si l'on veut intégrer les petits exploitants et les jeunes dans le processus de développement, il faut, dans le secteur rural, accorder la plus grande priorité à la formation de vulgarisateurs surtout que, par le passé, les lacunes dans ce domaine ont amené les agriculteurs, notamment les petits exploitants, à montrer peu d'empressement à adopter les nouvelles techniques. Cette formation doit être conçue de façon à préparer le vulgarisateur à s'intégrer dans la vie du village où il est appelé à résider et à comprendre les questions rurales et les aspirations des agriculteurs. En ce qui concerne les questions techniques, il devrait être conseillé par des spécialistes dans divers domaines de l'agriculture.

123. Les centres de formation pour agriculteurs seront affectés non seulement à la formation, mais également à l'échange d'expériences. Les vulgarisateurs devront orienter leurs efforts en particulier vers les jeunes des zones rurales, qui sont les futurs dirigeants ainsi que la génération suivante de petits et grands exploitants. A la différence de leurs parents, ces jeunes sont souvent confrontés à une pénurie de terres si bien qu'il faut leur donner une formation en ce qui concerne les méthodes appropriées d'aménagement et d'utilisation des terres, en faisant appel à des techniques intensives de conservation des ressources naturelles. La formation des jeunes dans le domaine agricole doit constituer une partie importante de l'enseignement primaire et se poursuivre dans l'enseignement secondaire et professionnel. Elle devrait être aussi pratique que possible et éveiller l'intérêt des jeunes pour tout ce qui concerne la vie rurale.

124. Les gouvernements doivent consolider leurs services de vulgarisation qui constituent les chaînes de liaison indispensables entre les organismes administratifs et les institutions de recherche, d'une part, et les petits exploitants, d'autre part.

Recherche

125. En Afrique, le système de production agricole et alimentaire impose à l'évidence la nécessité d'élaborer de nouvelles technologies et des techniques améliorées et mieux adaptées ainsi que des combinaisons de facteurs de production. Cette situation requiert également le renforcement des systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation, la coopération entre les pays en matière de programmes de recherche et le renforcement des liens avec les institutions internationales.

126. Dans le domaine de la recherche agricole, les efforts doivent porter avant tout sur les questions majeures de l'autosuffisance alimentaire, de la conservation et de la gestion des ressources naturelles, tout en mettant un accent particulier sur la production alimentaire. Les difficultés dans ce cas proviennent de l'insuffisance de personnel qualifié et de l'absence d'équipements. En outre, nombre de centres de recherche en Afrique n'ont pas la dimension qui leur permettrait d'effectuer des activités de recherche avec toute l'efficacité voulue et, par ailleurs, à défaut de liaison ou de collaboration entre les services de recherche et de vulgarisation, les paysans pauvres, en particulier, tirent peu de profit des résultats de la recherche, qui, elle-même, doit mieux s'adapter à leurs besoins spécifiques.

127. L'Afrique abrite plusieurs centres internationaux de recherche tels que l'IIAT, l'IRMA, le CPEA, le Bureau inter-africain des ressources animales, l'ADRAO, et les sections du Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé, du Centre international de recherche sur les zones tropicales semi-arides, du Centre international de la pomme de terre, ainsi que le Comité africain du Centre international de physiologie et d'écologie des insectes ^{1/}. Bien que ces centres disposent suffisamment de ressources humaines, financières et techniques leur permettant de travailler sur des problèmes communs aux zones écologiques agricoles, il y a eu un manque de collaboration et de coordination entre eux, d'une part, et entre eux et les pays respectifs, d'autre part. C'est pourquoi, il est fortement recommandé que l'OUA, la CEA et la FAO organisent une réunion (au début de 1981) avec ces organisations en vue d'examiner les moyens de mettre en place un mécanisme permettant de faciliter la collaboration, la coordination et le contrôle de la recherche agricole en Afrique. Plus précisément, il est demandé à l'OUA, à la CEA et à la FAO de prendre immédiatement les dispositions nécessaires en vue d'organiser une réunion de haut niveau avec l'IIAT et le CIPEA (ayant tous deux leur siège en Afrique) en vue de discuter de leurs activités de recherche agricole dans la région, ainsi que d'un système de diffusion périodique des résultats de leurs recherches. Le rapport et les recommandations de cette réunion devront être soumis à la Conférence des ministres de la CEA ainsi qu'au Sommet de l'OUA qui se tiendra en 1981. Il conviendra que les centres nationaux adaptent dans toute la mesure du possible les résultats des activités de ces centres internationaux aux besoins spécifiques de leur pays et que les gouvernements accordent un soutien particulièrement actif aux centres sous-régionaux tels que le Bureau inter-africain des ressources animales et l'ADRAO.

^{1/} IIAT = Institut international pour l'agriculture tropicale.
IRMA = Laboratoire international de recherche sur les maladies animales.
CIPEA = Centre international pour l'élevage pour l'Afrique.
ADRAO = Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest.

VIII. RESSOURCES

128. Le succès des programmes d'action recommandés ci-dessus dépendra considérablement du soutien financier qu'ils recevront des sources locales et extérieures. Trois aspects sont examinés dans la présente section :

- i) le montant total des investissements requis pour la mise en oeuvre des programmes proposés;
- ii) l'importance des flux financiers disponibles; et
- iii) les mesures à prendre et les objectifs visés pour accroître les flux financiers futurs.

Besoins en matière de financement

129. Les investissements totaux requis pour exécuter effectivement les programmes recommandés ont été estimés à environ 21 milliards 400 millions de dollars des Etats-Unis pour la période quinquennale, à l'exclusion des coûts liés à l'amélioration des infrastructures et des services agricoles. De plus, les dépenses liées à l'utilisation accrue des facteurs de production s'élèvent à quelque 560 millions de dollars, si bien que les dépenses totales pour ces programmes sélectionnés seront de l'ordre de 22 milliards ou environ 4 milliards 400 millions par an. Des dépenses de cet ordre constituent le minimum nécessaire pour obtenir, au cours de la première moitié des années 80, un renversement des tendances actuelles à la détérioration de la situation alimentaire et agricole en Afrique. Il convient de noter, toutefois, (voir Annexe 4), que la sylviculture à elle seule absorbera 16 p. 100 du total des investissements, et la mécanisation 37 p. 100 dont l'essentiel concerne l'introduction des tracteurs en Afrique du Nord, où la mécanisation est déjà bien établie et fait partie intégrante des systèmes d'exploitation agricole.

Flux financiers actuellement disponibles

130. Le financement des programmes de développement peut se faire par le recours aux sources locales et extérieures.

a) Sources locales

131. Généralement, les informations relatives aux dépenses d'équipement du secteur public dans l'agriculture sont rares et ne se prêtent pas à une analyse détaillée. Il est cependant certain que, dans la plupart des pays africains, les gouvernements n'ont consacré qu'une portion très réduite des investissements publics au développement de l'alimentation et de l'agriculture au cours des deux dernières décennies. Selon la Banque mondiale, la part des investissements publics consacrés à l'agriculture dans les pays en développement au cours de la période 1967-73 était inférieure au tiers de la contribution de ce secteur au PIB. En outre, on n'a consacré au cours de la même période que 5 à 6 p. 100 du total des dépenses courantes du secteur public au développement de l'agriculture.

132. En Afrique, le secteur privé, qui devrait constituer une source importante de financement du développement de l'agriculture, a en fait contribué encore moins que les gouvernements.

133. En général, les ressources locales disponibles n'atteignent pas le niveau d'investissement requis pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire par le biais des programmes d'action proposés dans les sections précédentes.

b) Sources extérieures

134. Au cours de la dernière décennie, on a assisté à un accroissement considérable des fonds disponibles auprès des institutions de financement internationales et régionales dont la vocation est d'apporter leur concours au financement des programmes et projets d'investissement des pays en développement. En outre, la dernière décennie a vu l'entrée sur la scène financière internationale d'un certain nombre de fonds et de banques multinationaux et nationaux, dont les ressources proviennent essentiellement des revenus pétroliers.

135. L'aide publique au développement (APD) a jusqu'ici joué un rôle essentiel en ce qui concerne le financement du développement en Afrique. L'assistance financière actuellement consentie au continent au titre de l'APD s'élève à environ 8 milliards de dollars des Etats-Unis par an, soit environ 55 p. 100 du montant total provenant de sources extérieures. Ces flux viennent de trois sources principales : les pays membres du CAD (45 p. 100), les institutions multilatérales (35 p. 100) et les pays de l'OPEP (20 p. 100).

136. Depuis 1974, les flux financiers consentis à l'Afrique au titre de l'APD se sont sensiblement accrus, mais la situation est alarmante car la part obtenue par l'Afrique dans le total de l'APD est tombée de 62 p. 100 en 1974 à environ 50 p. 100 à l'heure actuelle. Cela nous donne une idée des difficultés que connaissent les pays africains pour absorber des ressources extérieures fournies selon les termes et les conditions de financement de l'APD.

137. Les engagements officiels ^{1/} des bailleurs de fonds externes en ce qui concerne le développement de l'agriculture ^{2/} en Afrique sont passés de 580 millions de dollars des Etats-Unis en 1973 à 1 milliard 20 millions en 1977, en valeurs constantes (aux prix de 1975). Le doublement des engagements officiels entre 1973 et 1977 était en partie dû à la sécheresse et à la crise alimentaire du début des années 70. Cependant, il est inquiétant de constater que la part de l'assistance fournie à des conditions libérales et à des conditions de faveur est tombée de 85 p. 100 en 1973 à 72 p. 100 en 1977.

^{1/} APD et autres

^{2/} "Selon la définition étroite " de l'OCDE

Mesures nécessaires et objectifs à fixer pour l'accroissement des flux financiers

138. Afin de satisfaire les besoins des programmes d'action proposés, il faut, en provenance de sources tant intérieures qu'extérieures, des flux financiers considérablement accrus.

a) Au niveau intérieur

139. La réorientation délibérée de la répartition des ressources publiques s'impose en vue d'accorder à l'agriculture un traitement à la mesure du rôle important que ce secteur joue dans le développement économique et social global. Cela comportera peut-être la prise de décisions de politique générale difficiles pour les gouvernements dont les ressources sont limitées et font l'objet de nombreuses pressions antagoniques. Cela pourra également comporter l'ouverture de crédits locaux en contrepartie des fonds de source extérieure rendus disponibles aux fins d'investissement, mais imposera également un fardeau de plus en plus lourd en ce qui concerne les facteurs de production et les services publics élargis qui s'avèreront nécessaires si ces investissements doivent être productifs. Dans tous les cas, les gouvernements africains doivent concilier la priorité qu'ils prônent pour une production alimentaire accrue avec d'autres priorités telles que l'assistance aux consommateurs urbains. Une telle conciliation ne sera possible que dans le cadre d'une conception équilibrée du développement. Les gouvernements doivent, de toute évidence, par l'intermédiaire de mesures budgétaires et autres, faire de sérieux efforts en vue de transférer les ressources d'autres secteurs, vers l'agriculture et de réaffecter les ressources en provenance de ce secteur pour le plus grand bien des petits exploitants.

140. C'est seulement au niveau national qu'il est possible de fixer des objectifs pour l'accroissement des ressources intérieures à affecter à l'alimentation et à l'agriculture. Cependant, il serait souhaitable de s'efforcer de fournir des ressources intérieures (tant publiques que privées et y compris des ressources tant monétaires que non monétaires) pour couvrir au moins 50 p. 100 des dépenses totales nécessaires pour le développement du secteur. Cette mesure n'est peut-être pas applicable à certains pays. Néanmoins, elle sert utilement à maintenir un équilibre raisonnable entre le financement de source intérieure et extérieure, conformément à la stratégie d'autosuffisance du continent et elle peut entraîner un accroissement de l'assistance extérieure, étant donné que les pays bénéficiaires inspirent ainsi une plus grande confiance.

b) Au niveau extérieur

141. Une approche plus souple concernant le financement du développement par les organismes extérieurs est nécessaire. Dans certains cas, il faudrait radicalement rompre avec les politiques et les pratiques actuelles en assurant en outre, durant un temps approprié, le financement des dépenses courantes liées aux investissements ainsi qu'au coût des facteurs de production. Les ressources financières extérieures doivent de préférence être accordées à des conditions extrêmement favorables, en particulier aux pays les moins avancés.

142. En se fondant sur les tendances récentes, on prévoit que les ressources extérieures disponibles pour l'agriculture en Afrique 1/ atteindront, aux prix de 1975, environ 1,5 milliards de dollars des Etats-Unis en 1980 et 2 milliards en 1985, soit un total d'environ 9 milliards au cours des cinq prochaines années. Même si ce niveau de financement extérieur est atteint, il y aura toujours un écart entre les ressources disponibles pour l'agriculture et les ressources financières nécessaires pour les programmes d'action proposés. Il faudra supprimer cet écart, notamment au moyen de l'APD en insistant particulièrement sur l'octroi de prêts à des conditions extrêmement favorables par des organismes multilatéraux de crédit. Deux mesures s'imposeront à cet égard :

- accroître les ressources des institutions spécialisées opérant dans le domaine du développement agricole, telles que le FIDA dont l'accord portant création exige en particulier qu'il tienne compte "de la nécessité d'accroître la production dans les plus pauvres des pays à déficit alimentaire, du potentiel d'accroissement de la production alimentaire dans les pays en développement et de l'importance d'améliorer le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement"; à moins que le capital réel du FIDA qui s'élève à 1 milliard de dollars des Etats-Unis ne soit sensiblement accru, il sera extrêmement difficile de réduire l'écart entre les ressources qui seront disponibles et celles qui seront nécessaires;
- accroître la part de l'Afrique dans les mouvements de capitaux de l'APD pour la porter du niveau actuel d'environ 50 p. 100 à au moins 60 p. 100. Le cas de l'Afrique par rapport à celui des autres régions en développement est parfaitement défendable. En effet, elle comprend plus de la moitié du nombre total des pays en développement et compte 18 des 25 pays les moins avancés. En outre, par comparaison aux autres régions, les problèmes qu'elle doit affronter sont plus aigus;
- pour accroître les ressources financières allouées au secteur de l'alimentation et de l'agriculture, il faudra prendre les mesures suivantes :

a) un réexamen du portefeuille d'investissements de la Banque africaine de développement afin qu'il reflète les priorités dont il a été convenu au Sommet;

b) la BADEA devrait accorder aussi une plus grande part de ses prêts et subventions conformément à ces nouvelles lignes;

1/ Selon la "définition étroite" de l'OCDE.

c) il faudrait demander à la Banque mondiale de participer autant que possible à l'exécution des décisions du Sommet;

d) dans leurs efforts tendant à mobiliser des fonds au titre de la Convention CEE-ACP, les Etats membres doivent formuler leurs demandes de manière compatible avec les décisions du Sommet et accorder la priorité aux projets relatifs à l'alimentation et à l'agriculture; et

e) les pays membres doivent accepter l'idée de fournir des fonds de contrepartie chaque fois qu'il est escompté que les pays contribueront dollar pour dollar pour les fonds reçus de l'étranger.

IX. EXECUTION DES MESURES ET SUIVI DE L'EXECUTION

A. Exécution des mesures

143. C'est en premier lieu aux gouvernements des pays qu'il incombe d'exécuter les mesures recommandées dans les sections précédentes. Etant donné que la situation alimentaire et les problèmes diffèrent d'un pays à un autre, les gouvernements devront tout d'abord examiner la manière dont les priorités proposées et les programmes d'action suggérés peuvent être appliqués dans le contexte précis de leur pays.

Missions d'examen dans le cadre de la stratégie

144. En tenant compte de cela, la FAO, en collaboration avec la CEA, l'OUA, le CMA et toutes les autres organisations pertinentes, doit constituer des missions d'examen dans le cadre de la stratégie qui, sur demande, visiteraient les pays intéressés et les aideraient dans l'examen de leurs politiques, plans et programmes dans le domaine de la production alimentaire et du développement rural et agricole. En s'acquittant de cette assistance, les missions seront guidées par les recommandations et les programmes proposés en vue d'une action au niveau national et indiqués dans le Plan alimentaire régional pour l'Afrique, le Programme d'action de la CMRADR, les recommandations pertinentes et les résolutions du CMA, de la CEA ainsi que de la Déclaration de Monrovia et des décisions du Sommet économique extraordinaire de l'OUA qui se tiendra en 1980.

145. Le mandat précis des missions sera déterminé séparément pour chaque mission en consultation avec le gouvernement concerné. Les fonctions générales des missions sont indiquées de façon plus détaillée à l'annexe 3. Le coût de l'envoi des missions sur le terrain variera en fonction des tâches précises à entreprendre. Grosso modo, le coût par pays pourra varier entre 50 000 et 150 000 dollars des Etats-Unis. En supposant que 25 missions à envoyer dans les pays seront constituées au cours des cinq prochaines années, le coût total s'élèverait à 2,5 millions de dollars des Etats-Unis.

146. Afin d'accélérer l'exécution des missions d'examen dans le cadre de la stratégie, les décisions du Sommet doivent être communiquées à la Conférence des ministres de l'agriculture qui doit se tenir en juin 1980 à Lomé (Togo) afin qu'elle approuve le mandat général de ces missions.

Elaboration et exécution des programmes de développement

147. Le développement, en dernière analyse, se réduit à l'exécution des mesures de politique générale et des projets. Une tâche principale, après la délimitation des domaines d'action prioritaires, consistera dans l'identification, la formulation, et l'exécution des programmes et des projets bien spécifiés.

148. C'est le mandat de cadres spécialisés pour la préparation et l'exécution des programmes d'investissement et des projets qui constitue l'une des plus sérieuses contraintes qui s'exercent sur les gouvernements africains dans l'affectation efficace des ressources accrues à l'alimentation et à l'agriculture. Afin de réduire ce problème précis et d'accélérer le rythme de l'identification, de la préparation, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation des programmes et des projets, un rang de priorité élevé doit être accordé à la formation visant à acquérir au niveau national des compétences dans l'analyse et la gestion des projets.

149. Il est en outre recommandé que la FAO, en coopération avec la CEA et d'autres organismes pertinents, élargisse aussi son programme de formation dans le domaine de l'analyse des projets aux niveaux sous-régional et régional en mettant particulièrement l'accent sur la mise au point de projets dans les domaines des pertes de produits alimentaires, de la sécurité, et de la production alimentaires ainsi que des projets de développement agricole comme il a été défini dans le présent rapport.

150. Au niveau sous-régional, deux séminaires/stages doivent être tenus annuellement à un coût estimé pour chacun à 75 000 dollars des Etats-Unis au cours des cinq prochaines années (coût total 1980-1985 = 750 000 dollars des Etats-Unis). Dans le même temps, au niveau régional, deux séminaires/stages semblables, mais de niveau relativement plus élevé que les premiers, doivent avoir lieu annuellement à Addis-Abéba au coût de 55 000 dollars des Etats-Unis pour chacun pendant les cinq premières années (coût total 1980-1985 = 550 000 dollars des Etats-Unis). Les programmes de formation susmentionnés devant être exécutés durant la période 1980-1985 s'élèveraient ainsi à un total de 1,3 million de dollars des Etats-Unis, à l'exclusion des frais encourus par les participants.

Coopération technique et économique

151. Dans l'exécution des programmes d'action recommandés, de nombreux pays auront besoin d'un appui extérieur approprié. Le caractère exigü et fragmenté de nombreux marchés intérieurs et la diversité des ressources nationales disponibles aussi bien que des compétences spécialisées et des capacités d'administration du développement imposent aux gouvernements d'explorer et d'exploiter

sérieusement de toute urgence les possibilités d'accroître l'autonomie collective dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture par l'intermédiaire de la coopération (CEPD et CTPD) entre les pays de la région, dans les domaines du commerce, des échanges de personnel et de technologie ainsi que par l'intermédiaire des programmes de développement conjoints aux niveaux sous-régional et régional.

152. En général, les programmes régionaux en cours d'exécution dans le domaine du développement agricole visent des buts en harmonie avec les objectifs du Plan alimentaire régional pour l'Afrique et de la CMRADR. Voici certains des buts visés ainsi que les organismes qui s'en occupent en collaboration avec les gouvernements :

- développement de la riziculture, de la production de graines oléagineuses et de légumineuses, etc. (ADRAO, CAA) 1/;
- programmes intégrés de lutte contre les animaux nuisibles (OICMA, OCLALAV, OLCP/EA et Organisation internationale de l'Afrique centrale et méridionale contre le criquet nomade) 2/;
- aménagement écologique des parcours arides et semi-arides (FAO - PNUE);
- lutte contre la trypanosomiase animale en Afrique (FAO - Commission de la trypanosomiase).

153. Certains des domaines pour lesquels il faudrait faire appel à une coopération plus approfondie, sont les suivants :

- perfectionnement de la main-d'oeuvre et des techniques;
- éradication des maladies humaines et animales comme la trypanosomiase et l'onchocercose pour lesquelles des programmes sous-régionaux sont en cours;
- lutte phytosanitaire intégrée;
- mise au point et fourniture de dotations (graines, engrais, etc.);
- pertes de produits alimentaires;
- sécurité alimentaire;
- ressources halieutiques et ressources de la pêche dans les bassins lacustres et fluviaux internationaux;

1/ ADRAO : Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest.

CAA : Conseil africain de l'arachide.

2/ Voir note explicative 2/, page 16, paragraphe 59.

- Production de bois à brûler et de charbon de bois;
- institutions régionales s'occupant de la sylviculture et des industries forestières.

B. Suivi de l'exécution

154. Les gouvernements africains doivent prendre immédiatement des décisions fondamentales en matière de politiques à suivre et fixer des buts particuliers et des objectifs annuels pour l'agriculture au cours des années 80. Il est recommandé que le Sommet économique extraordinaire de 1980 mette au point des mécanismes en vue de surveiller la mise en application de ces décisions concernant le Programme d'action qu'il pourrait adopter. En premier lieu, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA devraient demander à l'OUA, à la CEA et à la FAO de convoquer une réunion des ministres africains de l'agriculture au début de 1981 et, de préférence, avant la Conférence des ministres organisée par la CEA qui aura lieu en avril, en vue de décider de la mise en application des décisions prises lors du Sommet en ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture.

155. Les mécanismes de surveillance pourraient reposer sur des bases inter-institutionnelles et impliquer à la fois l'OUA, la CEA et la FAO qui coopèreraient étroitement à l'élaboration des rapports d'activité et à la fourniture en retour des renseignements qui en résultent. Les rapports d'activité couvriraient les périodes suivantes : juin 1980 à décembre 1981, janvier 1982 à décembre 1983 et janvier 1984 à décembre 1985. Ils seraient présentés lors de la Conférence régionale de la FAO, de la Conférence des ministres de la CEA et du Sommet de l'OUA.

156. Au niveau national, le suivi de l'exécution sera essentiellement un élément du système de coordination, s'il existe, chargé du suivi des programmes et des projets agricoles. Dans de nombreux pays, ce sont un certain nombre de ministères et de départements d'Etat qui s'occupent des programmes de développement dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Les missions d'examen dans le cadre de la stratégie, qui ont été mentionnées précédemment, pourraient conseiller les gouvernements, s'ils le désirent, sur la mise en place de systèmes nationaux appropriés de surveillance.

157. L'organisme national chargé du suivi établira les rapports d'activité à la fin de chaque année et les soumettra à l'OUA, à la CEA et à la FAO pour les regrouper et les présenter lors de la Conférence régionale de la FAO, de la Conférence des ministres de la CEA et, en dernier lieu, au Sommet de l'OUA.

158. L'OUA, la CEA et la FAO devraient mettre au point conjointement des méthodes et des procédures normalisées pour la surveillance et les rapports, en collaboration avec les organisations nationales ainsi que les organisations sous-régionales, régionales et internationales concernées.

159. L'OUA, la CEA et la FAO devraient mettre au point des indicateurs quantitatifs afin d'évaluer les incidences des décisions du Sommet sur les sous-secteurs et les produits concernés dans le domaine du développement de l'alimentation et de l'agriculture, telles qu'elles sont exposées dans le présent document.

ANNEXE I

TYPES DE PROJETS NATIONAUX RELATIFS AUX PERTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Les mesures envisagées peuvent commencer par la combinaison de différents projets/éléments modèles tels que :

- Projet A : Amélioration de l'entreposage des céréales à la ferme
- Projet B : Amélioration de l'entreposage des ignames à la ferme
- Projet C : Construction de magasins de village/coopérative
- Projet D : Construction d'entrepôts destinés aux céréales
- Projet E : Gestion des entrepôts et lutte phytosanitaire
- Projet F : Séchage des céréales à petite échelle
- Projet G : Amélioration du broyage du riz à petite échelle
- Projet H : Lutte contre les rongeurs dans les zones agricoles
- Projet I : Campagne nationale en vue de réduire les pertes de produits alimentaires dans les circuits de commercialisation
- Projet J : Programme nationaux de formation en cours d'emploi dans le domaine de la technologie utilisée après la récolte

Chacun des projets modèles susmentionnés nécessite une assistance étrangère de l'ordre de 70 000 à 500 000 dollars des Etats-Unis et un volume de ressources locales deux fois supérieur.

ANNEXE II

PROGRAMMES NATIONAUX SELECTIONNES DE SECURITE ALIMENTAIRE

(en millions de dollars E.-U.)

Pays	Investissement/ Construction	Céréales	Assistance technique	Total
Cameroun	1,3	1,4	1,0	3,7
Tchad	0,7	1,4	0,8	2,9
Ghana	1,2	3,0	0,39	4,59
Mozambique	13,6	7,0	7,56	28,16
Nigéria	40,0	25,0	0,8	65,8
Somalie	0,85	3,03	0,17	4,05
Tanzanie	12,5	18,5	0,7	31,7
Total	70,15	59,33	11,42	140,9
Pourcentage	49,8	42,2	8,2	100,0

ANNEXE III

MISSIONS D'EXAMEN DANS LE CADRE DE LA STRATEGIE

Objectif

Les missions d'examen dans le cadre de la stratégie ont pour objet de conseiller les gouvernements afin qu'ils adoptent les politiques et les institutions appropriées et qu'ils déterminent les domaines prioritaires pour les programmes de développement agricole et rural en mettant l'accent sur l'augmentation de la production agricole, les progrès vers l'autosuffisance et la sécurité alimentaire.

Fonctions

En général, les missions auront pour tâche :

- i) d'examiner les politiques et les programmes existants dans le domaine du développement agricole et rural en vue d'évaluer leurs incidences sur les progrès vers l'autosuffisance et l'amélioration de la sécurité alimentaire;
- ii) d'évaluer les principaux obstacles, qu'ils soient d'ordre économique, matériel, technique ou institutionnel, ainsi que les possibilités d'augmenter la production alimentaire et d'améliorer le développement agricole et rural;
- iii) de déterminer, à l'aide de l'examen et de l'évaluation susmentionnés, les domaines prioritaires devant bénéficier de mesures à court et à moyen terme; d'étudier avec le gouvernement s'il est nécessaire d'ajuster éventuellement les politiques et les programmes existants et d'indiquer les vastes répercussions de ces ajustements en ce qui concerne les allocations de ressources (intérieures et extérieures);
- iv) d'identifier les domaines prioritaires pour les programmes et les projets nouveaux et d'indiquer les besoins éventuels en assistance technique et financière lors de la formulation et de l'évaluation de ceux-ci;
- v) d'exécuter d'autres travaux pertinents qui ont été approuvés, en consultation avec le gouvernement;

Composition

Les missions pourraient se limiter à des experts en analyse des politiques et des programmes, en développement rural, y compris la mobilisation des finances et des ressources et, si nécessaire, dans un ou plusieurs domaines techniques comme la mise en valeur des ressources terrestres et des ressources en eau, le rendement des cultures, l'élevage et la pêche.

La composition exacte de l'équipe sera fixée en consultation avec le gouvernement concerné.

ANNEXE IV

INVESTISSEMENTS NECESSAIRES A L'EXECUTION DES PROGRAMMES PROPOSES

QUI ONT ETE SELECTIONNES

1980-1985

(en millions de dollars des Etats-Unis) 1/

Pertes de produits alimentaires

Cultures	1 425	
Elevage	900	
Pêche	<u>65</u>	
Sous-total		<u>2 390</u>

Sécurité alimentaire

Programmes	1 000	
Fonds de solidarité	<u>20</u>	
Sous-total		<u>1 020</u>

Production alimentaire

Cultures : dotation (y compris la protection des plantes)	(560)	
irrigation	1 890	2/
mise en valeur des terres	600	
conservation des sols et des eaux	840	
lutte contre les inondations	65	
mécanisation	8 015	
élevage	2 400	
pêche	<u>750</u>	
Sous-total		<u>14 560</u>

Production forestière

Plantations	3 000	
Industries	<u>400</u>	
Sous-total		<u>3 400</u>

<u>Total des investissements, à l'exclusion des dotations</u>	<u>21 370</u>
---	---------------

1/ Aux prix de 1979.

2/ dont 770 millions de dollars des Etats-Unis pour de nouveaux projets d'irrigation.